

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N° 18 / AUTOMNE 83 / 12 F.

L'ARME A GAUCHE?



- La Sécu sans illusions
- Crass, les anarcho-punks
- L'Histoire des Réfractaires

sommaire

HEXAGONE

- 5. **Echéances** : La Sécu sans illusions.
- 7. **Squatts** : L'été des expulsions.
- 8. **Dreux** : Le racisme ne rampe plus.

ARGUMENTS

- 9. **Culture** : Ils ont mis la culture dans des maisons...
- 11. **No Future** : Crass, anarcho-punks.



NOTRE MÉMOIRE

- 30. L'histoire des réfractaires.
- 31. La légende des "Volontaires de l'An II"

SANS FRONTIÈRES

- 24. **Tchad** : Le bourbier colonial.
- 26. **Pologne** : Au pays du mensonge déconcertant.
- 27. **Chili** : "Y va a caer" (il va tomber).

REPÈRES

- 14. **Mouvement anti-guerre** : Un automne décisif.
- 15. **Euromissiles** : L'entreprise de mort.
- 17. **France** : L'arme à gauche.
- 20. **France** : Aspects d'une résistance.



CASE LIBRE

- 35. "La voix sans maître"

CHRONIQUES

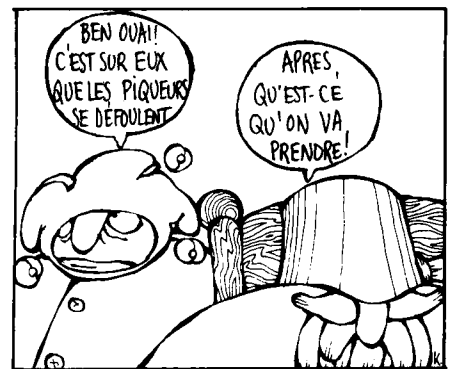
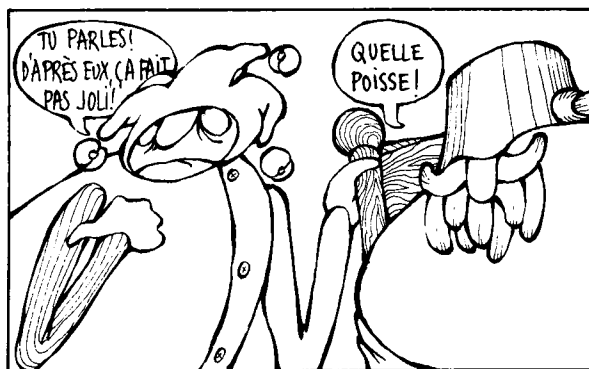
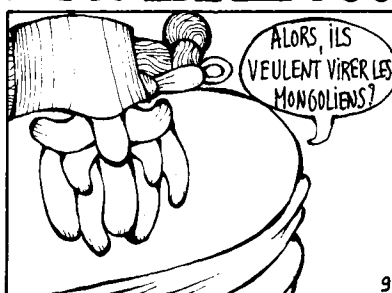
KIOSQUE
AGORA S'AFFICHE
TUTTI FRUTTI
MÉGAPHONE



KIOSQUE
13. Il pleut des livres.
AGORA S'AFFICHE
18. Fous pas les pieds dans cette merde !

TUTTI FRUTTI
29. Des brèves d'ailleurs.
MÉGAPHONE
34. Faut tout vous dire.

LA ZIZ...



AGORA

Revue libertaire n° 18 - Automne 83.

RÉDACTION

Directeur de la publication : Solon Amoros.
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Correspondance : Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cedex.

Permanence téléphonique : les vendredis de 18 h à 20 h au (61) 59.24.01.

TECHNIQUE

Composition : Scot Caractères
16, impasse Bélou - 31200 Toulouse.
Tél. (61) 23.96.75.

Imprimerie : Sacco
10, rue Gazagne, 31300 Toulouse.
Tél. (61) 42.03.30.

Façonnage : M.D.P.
10 bis, rue des Teinturiers - 31000 Toulouse.
Tél. (61) 42.12.48.

ABONNEMENTS

Prix au numéro : 12 F

Abonnement : 5 numéros, 55 F.

Abonnement de soutien : 100 F et plus
Diffusion militante : 5 exemplaires, 55 F.
10 exemplaires, 100 F.

Pour tout versement : Agora
CCP 3716 17 Y Toulouse

Commission Paritaire : 62 601
I.S.S.N. 0245 3630
Dépôt légal : octobre 83.

Le poster central du numéro est en vente au prix unitaire de 5 F (à partir de 10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port compris.



Ont été mis à contribution : Claude Arrizzi, Jean-Louis Nadar, Julien Dreux, Geneviève Azam, Juanito Marcos, Juan Hernandez, Julie Desgranges, Tony Alvarez, Paul Astin, Claude Ariso, Violette Marcos, Christian Foisnon, Solon Amoros, Jean Chassin, Michel Auvray et les copains et copines de l'atelier de façonnage MDP, de l'imprimerie SACCO et de la Coopérative CARACTERES. A tous, merci.

CIBLE

FLASH-BACK POUR AGORA



AVRIL 83 : Agora se transforme, comme prévu, en un mensuel libertaire. Au terme d'une campagne de plusieurs mois, les paris étaient gagnés : qu'il s'agisse de l'augmentation du nombre des abonnés et des dépôts -vente ou qu'il s'agisse de la souscription pour acquérir un local dont l'absence rendait déjà difficile le bimestriel et impossible le mensuel.

Certains nous ont fait part de leurs inquiétudes : l'équipe de rédaction allait-elle tenir ce rythme ? Ne risquait-elle pas de s'essouffler très vite et de s'épuiser, compromettant par là l'existence même de la revue, fusse-t-elle bimestrielle ?

La rédaction d'Agora a toujours tâché de doser ses efforts et de ne s'engager que sur un terrain stabilisé. C'est précisément pourquoi, dès le départ, nous n'avons envisagé qu'un trimestre d'essai afin de tester, concrètement, nos capacités, nos forces et compétences. Sur ce point aussi, les engagements ont été tenus : avril, mai et juin, trois mensuels sortis dans les délais...

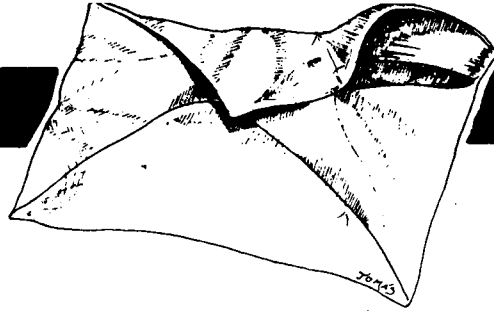
JUIN 83 : Le "contrat" tacitement signé avec tous ceux et toutes celles qui nous ont soutenu pour le passage au mensuel a été respecté. A l'heure des bilans, un simple constat s'impose : si la rédaction d'Agora est effectivement en mesure de réaliser un mensuel, ce premier galop d'essai prouve toutefois qu'elle ne tiendrait pas bien longtemps un tel rythme ! D'autant que le mouvement social et anti-autoritaire dans lequel la revue s'inscrit marque le pas, ne parvenant pas à se développer notablement et à s'ancre dans la réalité d'aujourd'hui. Nos difficultés sont autant les siennes que ses faiblesses et ses carences sont les nôtres.

Pourtant, nous persistons à croire en l'importance d'une revue libertaire non sectaire, au contenu varié (voire contradictoire), ouverte à d'autres gens qui, sans arborer le label libertaire, nous sont proches.

OCTOBRE 83 : Agora reparait donc, après un premier essai mensuel, sous la périodicité bimestrielle initiale. L'équipe de rédaction s'attachera à en améliorer et diversifier le contenu, à en affiner la présentation. Nous croyons toujours qu'Agora doit et peut être une bonne carte de visite pour le mouvement libertaire. Dans ce sens, les prochains numéros paraîtront avec un nouveau format, une autre maquette. A chacun d'entre nous et à nous tous, collectivement, depuis nos divers champs d'intervention, de faire en sorte que le moment politique et social rende non seulement possible, mais indispensable et désormais viable, un mensuel libertaire ancré dans la réalité, ayant prise sur l'actualité.

"AGORA"





RECLUS S'ABONNE A AGORA

Une présence, des regards libertaires sur l'actualité, un espace ouvert, des sensibilités, la tendresse, la révolte... la vie quoi ! AGORA mensuel, une bonne chose si l'équipe des collaborateurs(trices) s'étoffe pour diversifier le contenu et ne pas obliger l'équipe rédactionnelle à devenir des "pro" qui se doivent d'écrire sur tous les thèmes même s'ils ne ressentent rien.

La maquette. Ah, la maquette est bien aérée, lisible grâce à la compo, l'illustration photographique importante mais non tramée, ça enlève de la lisibilité. Je sais, ça coûte cher les similis. Du côté dessin ou graphisme, c'est plus pauvre. Peut-être que les clichés instantanés l'emportent de plus en plus sur notre imaginaire. Allez savoir !

Revenons au contenu. Les dossiers internationaux sont enrichissants et puis ça complète un peu les écrits de Reclus. Je viens de lire "L'Homme et la Terre", paru chez Maspéro, La Découverte. Ça m'a donné envie de lire les autres milliers de feuillets qu'a écrits Reclus. Hélas, l'édition coûte cher ! Dommage car la lecture de Reclus vaut le détour. Cet "intellectuel" libertaire ne s'est pas contenté de décrire ses voyages, ses rencontres, ses lectures avec une vision libertaire, mais il a participé ou aidé aux différentes révoltes et organisations du "peuple" contre toutes les oppressions. Si j'avais de ce fric avec lequel tout s'achète, je rééditerais Reclus pour qu'on sache combien l'homme peut être porteur de libertés et d'intelligences.

Marc (13, Marseille)

LA LUNE DANS LE CANIVEAU

Le reste de mes bourses pour AGORA. Je le lui dois bien : vous ne sentez pas encore le mois. Tout de même, vous devez vous sentir comme "une lune dans le caniveau" : les journaux sentent presque tous le pourri.

Xavier P. (16, Villefagnan)

MENSUEL EN TROMPE L'ŒIL

Je trouve AGORA très bien et puisque vous en êtes au mensuel, pourquoi ne pas mentionner plus les problèmes européens... ou parler de la Laponie... de l'Irlande, là-bas ça continue... Solidarność, peut-être... bien..., mais ne serait-ce pas un trompe-l'œil et une façon de mobiliser l'attention vers l'Est. En Allemagne, en Italie, là aussi "il se passe des choses"... Pourquoi toujours l'Espagne ? Néanmoins, continuez !

Muriel (31, Toulouse)

PAS DE SOUS POUR LES "RICHES"

Je vous adresse mes encouragements les plus vifs et vous remercie d'avoir pu donner le jour à AGORA. Ce qui m'a le plus touché : vos articles et prises de position en faveur des pauvres parmi les pauvres, la seule richesse de l'hexagone : i.e. les immigrés.

P.S. Vous semblez avoir des moyens (c.f. qualité exceptionnelle dans la famille de la graphie et du papier) aussi n'enverrai-je pas de blé cette fois-ci.

R. (75, Paris)

AGORA COMMET UNE ERREUR

La baisse de diffusion d'Agora (sur Orléans) m'amène à vous communiquer quelques réflexions : en discutant avec certains camarades, j'ai appris que ceux-ci étaient moins intéressés par la revue, jugeant son contenu moins intéressant qu'au début.

Moi-même, je regrette l'évolution d'AGORA. Pourquoi être passé d'informations libertaires internationales à revue libertaire ? L'abandon du premier créneau, pour une revue plus générale, moins "spécialisée", a été une erreur. Je m'explique : la mouvance libertaire n'est point extensible. Et elle a tendance quantitativement à stagner depuis les années 1920 (...). Elle oscille entre un millier et 1 500-

2 000 personnes (...). Ceux qui sont abonnés et lecteurs à l'ensemble des revues doivent être moins d'une centaine (...).

Si AGORA quitte le terrain de l'information libertaire internationale pour essayer d'englober l'ensemble du champ social et culturel, son contenu risque de se rapprocher de celui d'autres revues (...).

Nous avions plusieurs revues qui, en se juxtaposant, recouvraient plusieurs pôles d'intérêt : CPCA (histoire, recherche), IRL (amorçe d'une certaine réflexion), émanant de collectifs non-partisanes. L'évolution d'AGORA laisse un trou, un vide (...). Je serais moins sévère que les camarades d'Auxerre (dans le n° 17), mais je suis quelque peu inquiet. Surtout que le passage au mensuel, loin d'augmenter le nombre de lecteurs, risque de faire stagner les finances du journal et d'accélérer la baisse d'intérêt pour le contenu qui, en voulant coller à l'actualité, risque de déprécier la réflexion amorcée dans les premiers numéros (...).

Jean-Michel L. (45, Orléans)

ALTERNATIF ? OUI, MERCI !

Je suis toujours agréablement surpris par votre (maintenant) mensuel AGORA. J'aimerais peut-être qu'il y ait un peu plus d'informations sur les mouvements alternatifs en France. En tout cas, les articles sur l'information hors hexagone sont très intéressants, et méritent d'être poursuivis. Merci pour votre publication qui porte les nouvelles et des analyses jusqu'à cette région qui reste peu ouverte et en dehors des grands axes de lutte.

Daniel J. (74, Le Fayet)

LA RANÇON DE LA QUALITÉ

Je suppose que vous avez remarqué aussi quelques imperfections techniques sur le dernier numéro. A mon avis, il vaudrait mieux attendre un peu, plutôt que de vouloir boucler à tout prix, au risque de bâcler la présentation.

Que ces quelques reproches ne vous démoralisent pas, au contraire, ce n'est que la rançon de la qualité à laquelle vous nous avez habitués.

Christian F. (29, Brest)

QUITTER LES SENTIERS BATTUS

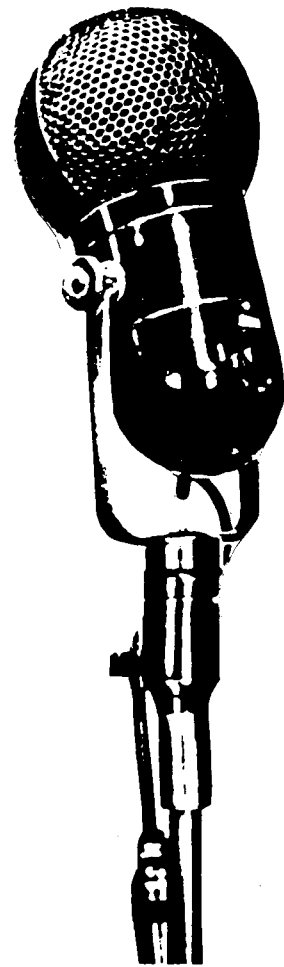
Je m'empresse de vous envoyer le montant d'un abonnement de soutien. Et comme les encouragements n'ont jamais tué personne, je vous offre les miens.

Nous sommes arrivés en des temps où les Anarchistes ont besoin, je crois, de se questionner. Je dis ceci non pas dans le sens d'une invitation à une relecture forcée de nos grands auteurs ou du rabâchage stérile d'un discours devenu remarquablement obsolète dans son allure (...).

Quand je parle de nous questionner, j'exprime ce désir de quitter nos sentiers battus qui, pour rassurants qu'ils soient, continuent à nous mener nulle part (...). Se questionner c'est, par exemple, chercher ce que les Anarchistes ont en commun, c'est-à-dire le fondement de notre pensée, les axes intangibles de notre philosophie, de notre façon d'être. Par contre, exalter féroçement nos divergences et s'en repaître c'est, quand on est trois pelés et deux tondu comme nous le sommes, donner la preuve que notre disparition est une mesure de salut public.

La glaciation anarchiste dure depuis trop longtemps. Et ce sont des media comme AGORA qui constituent, à mes yeux, les indices d'un réchauffement possible. AGORA, avec ses qualités et ses défauts, est un point de reconquête du champ d'influence que nous avons perdu dans tous les secteurs de la société (...).

Bernard A. (13, Septèmes)



ÉCHÉANCES :

LA SÉCU SANS ILLUSIONS



C'est parti au mois d'août. La campagne Sécu a été lancée. Le but : pour les syndicats, en octobre prochain, gagner le maximum de sièges aux élections des conseils d'administration de la Sécurité Sociale.

L'enjeu, purement électoraliste, ne passionne pas les foules, c'est le moins que l'on puisse dire. Et le patronat associera ainsi les "partenaires sociaux" à la gestion d'une administration qui, aujourd'hui, pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud. Au-delà, en effet, des ces échéances, c'est tout le débat sur la couverture sociale, en France, qui devrait être posé.

Une couverture toute rapiécée

Sil la Sécu, sous sa forme actuelle, est relativement récente, c'est au siècle dernier, devant les agressions violentes du capitalisme sauvage, que la première fois, les travailleurs tentèrent, solidairement, de protéger et leur santé et leur vie.

Les premières sociétés mutualistes, issues de la lutte des Canuts, furent par la suite transformées et intégrées aux Bourses du travail. La protection sociale, telle qu'elle est alors conçue, sert de rempart minimum aux lois draconiennes du libéralisme et reste au centre de toutes les luttes ouvrières. Ainsi le prolétariat extorque des lois d'assistance, quelques assurances sociales, notamment dans les secteurs très combatifs, comme chez les mineurs.

En 1945, le Conseil national de la résistance reprend à son compte cette tradition de luttes, et tente, dans son programme, de jeter les bases d'une protection sociale pour tous. Ses illusions sont nombreuses. Toute la gauche bien pensante y participe et le PC contribue à les entretenir d'autant plus que le courant stalinien met alors l'accent sur "la valeur intrinsèque du travail" au service de la nation. Le stakanovisme, à la française, devait s'accompagner d'un mieux-vivre, d'une réduction des risques de maladie, grâce à la participation de tous à l'effort. Et puisque la Sécu devait être étendue à tous les salariés, les coûts de santé devaient diminuer et permettre ainsi l'éclosion d'une société moins inégale. Le tout, bien sûr, sur fond de cocoricos.

Ces douces illusions, d'aucuns diront ces profondes aberrations, ne durèrent qu'un temps très limité. Sous les coups de boutoir de la réalité et du patronat, elles éclatèrent.

"La santé coûte cher"

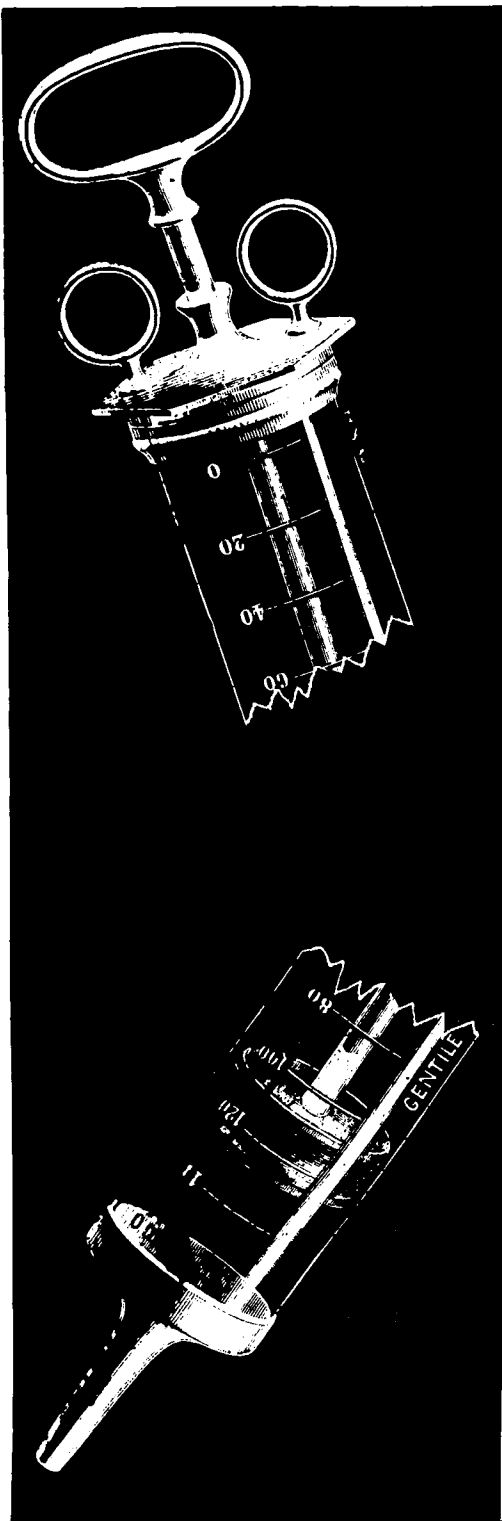
Dès le départ, l'Etat est peu intervenu dans le financement de la Sécurité sociale. Sa seule participation a consisté, de De Gaulle à S. Weil, à supprimer les syndicats des conseils d'administration des différentes caisses, et aujourd'hui, contrairement à ce qu'il se passe dans d'autres pays européens, l'Etat ne contribue qu'à 12 % du budget.

Le reste est versé par les seuls salariés, soit directement (31,4 %), soit sous forme de salaires différés (56,6 %) que l'on appelle aussi, faussement, la part patronale.

Or, depuis maintenant plus de dix ans, le budget de la Sécu ne cesse d'augmenter et le trou financier s'accroît : 7,6 milliards en 1982, dix à douze milliards en 84.

Plusieurs éléments peuvent expliquer ce phénomène. Si les prestations familiales ont, proportionnellement peu augmenté en 20 ans, la caisse chômage a presque septuplé. Mais ce qui pèse globalement le plus, ce sont les retraites (42,8 % du budget 80) et la santé (35,4 %). Vieillesse et surtout la crise économique contribuent à donner, pour une large part, un sens au déficit.

A ceci s'ajoutent des raisons structurelles. Depuis sa création, la Sécu représente un capital qui a attiré, comme des mouches, le patronat. Peu à peu, la fameuse protection sociale a financé la mise en place d'une "médecine industrielle" dans laquelle les médecins, les laboratoires, les industries pharmaceutiques et parachimiques, ont trouvé un véritable filon. Et si les soins ont été, pendant des années, plus efficaces, tout ce pan industriel est devenu un des secteurs économiques de pointe du pays. Dans la fou-



lée, la médecine privée s'est amplement développée. Le financement de la Sécu amplifie ce processus dans la mesure où il pénalise les entreprises de main-d'œuvre au profit des industries qui emploient moins de personnel, notamment les industries chimiques.

Ainsi, la Sécurité sociale, dans sa structure, son financement et aujourd'hui dans son déficit, n'est que le résultat de choix économiques fait par le patronat, choix sur lesquels les travailleurs ont eu très rarement leur mot à dire.

Ce n'est donc pas la Sécu qui coûte cher, mais des types de production financés, de fait, par les salariés.

La Sécu pour tous : un mythe

Les résistants de 1945 avait conçue la Sécurité sociale comme un vaste parapluie qui devait abriter tous les salariés et les protéger tous de la même façon. Là encore, les illusions furent de courte durée. Même si, depuis près de quarante ans, l'espérance de vie s'est allongée, les différences sociales dans le logement, le travail, la retraite, etc., se retrouvent toujours. Et si, aujourd'hui, tous les travailleurs, au sens le plus large du terme, bénéficient de la Sécu, tous sont loin d'y contribuer de la même façon : ainsi, un ouvrier au SMIG verse 40 % de son salaire en cotisation sociale (part patronale incluse, bien sûr) et un cadre ayant un salaire dix fois supérieur ne versera que 20 % de son salaire.

Longtemps, le patronat et l'Etat ont largement contribué à développer à côté du régime général, des assurances particulières. Aujourd'hui, à côté du premier secteur existent 360 organismes de protection souvent subventionnés par le précédent : la mutuelle sociale agricole par exemple reçoit par ce biais 4/5 de son budget.

A ce système inégalitaires s'ajoute la disparité des prestations. Les cotisations étant plafonnées, pour 10 000 F cotisés pendant sa vie active, le cadre supérieur recevra 14 000 F à la retraite, l'employé 11 900 F et le manoeuvre 6 100 F.

La Sécurité sociale est donc bien un

système inégalitaire. Il est donc très difficile de demander le maintien des acquis.

"Et la gauche arriva..."

La philosophie giscardienne, dans le domaine de la protection sociale, pour "résoudre" le problème du déficit, envisageait déjà la mise en place d'un système à deux étages : d'abord un régime minimum pour tous (financé par les assurés), puis des régimes complémentaires contractuels liés à des contrats privés d'assurance.

Les projets de la gauche devaient balayer ce libéralisme sauvage qui trouvait des modèles aux Etats-Unis.

Mais les choix du gouvernement, sur le remboursement de l'IVG, augurèrent mal de la suite. Remettant aux calendes les projets globaux sur la protection sociale, les ministres reprirent peu à peu la politique suivie par leurs prédécesseurs : hausse des cotisations, forfait hospitalier (!) et, au nom des "solidarités" fixèrent 1 % de hausse aux impôts, hausse reconduite en 84...

Reprenant d'autre part les orientations économiques du reaganisme, la Sécu à deux vitesses est sérieusement envisagée : à l'hôpital, il y aura un remboursement, ailleurs il sera fonction du contrat que chacun aura "pu" passer avec une compagnie d'assurance privée.

Sur les choix fondamentaux de la protection sociale, en France, il n'y a, aujourd'hui, aucun débat dans la gauche. Le pouvoir a réussi à orienter toutes les revendications sur les problèmes financiers. Ainsi, le PC et Krasuki, proposent un replâtrage illusoire : "baser les cotisations sur la totalité des salaires... établir une disposition qui soulage les entreprises employant beaucoup de main-d'œuvre... "Il est tout de même navrant que le secrétaire de la C.G.T. ne rappelle pas, au passage, à ses adhérents, que dans le système des cotisations, les ouvriers paient deux fois plus que les cadres et en retirent moins de profit.

La CFDT a des experts plus performants et ses idées sont plus "nouvelles" bien que, traduites dans la réalité, elles se révèlent très

souvent plus adaptées à la production qu'aux travailleurs. Ainsi doit-on dire adieu à la refonte de la protection sociale et saluer la gestion de la santé dans le cadre d'une société "plus solidaire"... Il faut donc, et tous les cerveaux de la centrale vous le diront, fiscaliser la Sécu. L'idée paraît si intéressante qu'une bonne partie du gouvernement la partage. Techniquement, cette mesure est plus juste, ou disons, moins injuste, que le système des cotisations mais elle n'aurait vraiment de sens que si les impôts, en France étaient redistributifs, ce qui est loin d'être le cas. Donc, une fois que la Sécu aura été fiscalisée, il ne restera plus, dit la CFDT, qu'à repenser tout le système des impôts. Dans ce projet, il faut signaler plusieurs points : les entreprises ne sont jamais mises à contribution, or, elles doivent déjà plus de 25 milliards de francs. Mais surtout, tout l'enjeu de la protection sociale est mis de côté.

Dans la campagne actuelle pour les élections à la Sécurité sociale, aucun syndicat ne dit que le contrôle de l'Etat sur l'ensemble de cette énorme administration est maintenu et que d'autre part, les patrons y auront 1/3 des sièges.

Aucune réforme globale de la Sécu n'est vraiment envisagée car elle supposerait d'autres choix économiques. Les différents lobbies, les industries pharmaceutiques peuvent se frotter les mains. Ce n'est pas demain que leur pouvoir sera remis en cause par les différentes composantes de la gauche.

Le problème de la protection sociale, en France, reste donc entier. La reprise en main de la santé par chacun est un pan d'une lutte plus large à laquelle participent déjà certains cabinets de groupe, certaines structures hospitalières, bref, tout ce qui tend à redonner à chacun la maîtrise de son corps. S'il s'agit aujourd'hui de développer une alternative dans ce domaine, cette lutte passe aussi par la remise en question systématique de l'ordre des médecins, du pouvoir des lobbies pharmaceutiques et de la médecine privée, revendications minimum qui étaient communes à toute la gauche, il y a quelques années.

Julie Desgranges

Les Lobbies pharmaceutiques peuvent se frotter les mains...



SQUATTS :



COMMENCÉES en mai-juin dernier (voir Agora n° 17), les expulsions de squatters parisiens se sont poursuivies tout l'été.

APRÈS l'évacuation de 5 immeubles de la rue de Flandres, le summum du ridicule et de la violence était atteint le 2 août contre les occupants-rénovateurs installés dans un immeuble de la rue de Crimée depuis septembre 81. Pour déloger 14 personnes, on envoyait pas moins de 600 flics, armés et casqués ou en civil, ainsi que des effectifs de la PJ. Une expulsion on ne peut plus illégale puisque l'ordre d'évacuation ne portant que sur les seules associations y résidant, ce sont tous les occupants qui ont été délogés de force et 12 d'entre eux interpellés après un matraquage en règle...

Des squatts, il en existe certes de toutes sortes. Depuis la centaine recensés dans le 14^e, solution strictement individualiste, jusqu'aux squatts dits associatifs du 19^e, en passant par de véritables ghettos de marginaux et de dealers ou encore ceux des travailleurs immigrés, africains et antillais. Depuis de véritables taudis jusqu'à de confortables logements **renovés**.

Hésitante au départ, la gauche a choisi de s'aligner sur les thèses chiraquiennes : squatters égal à délinquants. C'est le député socialiste du 19^e qui, le premier, a donné dans le discours sécuritaire : "le développement des squatts va avec le développement des drogues dures". Et de proposer : "D'abord expulser les squatters, puis, immédiatement après, démolir les bâtiments". Telle est la solution choisie par la gauche pour répondre au problème du logement et des immigrés.

Alors qu'il y a, officiellement, 165 000 logements vides dans Paris et que 70 000 personnes font la queue sur les listes d'attente de la mairie, on expulse les squatters en leur proposant d'aller se reloger dans les foyers d'immigrés ou les centres d'accueil pour clochards...

Le discours sécuritaire véhiculé aujourd'hui indistinctement par la droite et la gauche, amalgamant squatters et délinquants, liant l'immigration à l'insécurité, vient de porter ses premiers fruits à Dreux.

Pour leur part, les occupants-rénovateurs du 19^e ne se laisseront pas enfermer dans un ghetto. Deux ans d'activité associative et d'animation du quartier constituent un premier frein à la tentative étatique de criminalisation. Ils préparent activement la rentrée et envisagent une série d'actions.

On peut encore les contacter à : CALVA, 38, rue de l'Ourcq, 75019 Paris. Tél. (1) 203.70.34 (Permanences les jeudis de 19 à 21 h).

L'ETE DES EXPULSIONS

DREUX : LE RACISME NE RAMPE PLUS, — IL S'INSTALLE !

Le PC a pu céder à bas prix les bulldozers employés à Vitry. L'extrême-droite, à Dreux, les a repris et utilisés plus efficacement. Encore une fois, les Staliniens ont ouvert la voie... Pour les immigrés, en tout cas, la situation en France ne fait que s'aggraver.

C'est vrai que depuis longtemps, l'espoir du 10 mai n'est qu'un très vague souvenir. Et l'ex-maire socialiste de Dreux peut toujours penser que, si les immigrés avaient eu le droit de vote aux municipales, comme cela avait été dit, il serait peut-être, aujourd'hui à la Mairie de la ville.

Mais la gauche, au pouvoir, dans son "réalisme", multiplie les décisions qui font le lit du racisme.

Non seulement, elle maintient le contingentement à l'entrée des immigrés, mais elle les expulse beaucoup plus facilement que ne l'avait fait la droite. Ces mesures ont été très efficaces. En 82, 130 000 clandestins ont été repoussés aux frontières. La législation, mise en place par Batinder permet désormais une action plus draconienne. Dans le but de "vider les prisons", le ministre de la justice utilise l'article 47 de la procédure pénale, pour expulser, sans réelle possibilité d'appel tous les "sans papiers". Ainsi, depuis juin 83, dans un délai de dix jours qui suit leur condamnation, ils peuvent être reconduits à la frontière. Aujourd'hui, ils seraient 3 à 4 000 dans ce cas. Comble de la farce tragique, l'expulsé peut faire appel, mais il ne pourra assister à son procès, s'il a lieu, que si, entre temps, il a régularisé sa situation !

La procédure est d'autant plus grave que tous les étrangers, entrés en France depuis janvier 82 et qui n'ont pu régulariser leur séjour, peuvent être contraints à l'expulsion. Ainsi sont triés d'un côté les "bons" et de l'autre, les "mauvais" immigrés.

Lorsque cette procédure entra en vigueur, elle fut accompagnée de toute une série de mesures gouvernementales visant l'immigration. Même si, certains de ces projets tendent à améliorer l'insertion de certains immigrés, l'ensemble des propositions a contribué à relancer la campagne raciste, en France. On ne peut soupçonner les membres du gouvernement d'avoir ignoré ce qui se passait, en même temps à Dreux. Avec ces mesures, ils ont entretenu le mensonge éhonté du "seuil de tolérance", et ont focalisé l'opinion sur "l'étranger". Oubliant, volontairement, que la grande majorité des immigrés sont, soit nés en France, soit y sont depuis si longtemps qu'ils y sont chez eux comme vous et moi : à la nuance près, importante, qu'ils partagent le sort de tout le lumpen prolétariat.

En attendant, Le Pen utilise la politique gouvernementale pour donner à son parti ses lettres de noblesse électorale. Il y est parvenu à Dreux grâce à son alliance avec la droite. Aujourd'hui, il est clair que ce n'est pas la gauche qui arrêtera le racisme qui s'installe désormais en France.

V. Marcos



CULTURE :

Deux faits marquants, cette année au Festival d'Avignon : à la clôture, le braquage meurtrier du Sofitel ; à l'ouverture, la réunion de toute l'Intelligentsia Française de Gauche. Les deux faits étant certainement sans relations, laissons "la crime" s'occuper du premier, et penchons-nous sur le second.

DREUX : LA NATIONAL-KULTUR !

Pas la peine de revenir sur ce qui s'est passé à Dreux. Par contre notons que les affaires culturelles de la ville sont dorénavant sous la responsabilité de Mme Mireille Brion.
Cette avocate parisienne, adhérente au Front National, avait quitté le R.P.R. en 81, lui reprochant sa mollesse face aux sociaux-communistes. Rassurez-vous, elle ne croit pas aux choses "engagées", elle veut simplement une culture moins "ésotérique", et "gesticulatrice", mais qui soit par contre animée par "l'esprit français" et qui "sorte de nos racines", une culture qui en deux mots "fasse plaisir" ! Et quand elle affirme qu'elle trouve normal de donner aux étrangers les moyens de rester dans leur culture, j'imagine déjà le plaisir que prendront nos quelques camarades immigrés allemands lorsque cette dame aura l'imagination de financer un montage poétique à partir de "Mein Kampf".

C.A.

Ils ont mis la culture dans des maisons...

Les municipales étant passées, les nouvelles mairies commencent à exécuter leurs programmes. Pour les mairies de droite, l'une des premières "exécutions" sera celle de l'animation culturelle. Pour la bonne bouche, rappelons que Malraux, alors ministre de la culture, voulait une maison du même nom par département.

UNE POLITIQUE NATIONALE DU R.P.R. ?

ABREST, la nouvelle municipalité R.P.R. dénonce la convention qui liait à la Maison de la Culture et bloque toutes les subventions destinées aux associations socio-culturelles, les entraînant, donc, dans une lente mais sûre agonie. Ceci parce que, comme le dit Eugène Berest, adjoint au maire, chargé des affaires culturelles : « Il est clair que c'est une conception marxiste-léniniste qui a présidé à tout jusqu'ici. C'est pourquoi,

durant notre mandat, nous allons faire en sorte que la vie culturelle ne réponde plus à un certain nombre d'a-priori, de didactismes, de soucis pédagogiques. Je ne veux pas que la culture devienne (...) quelque chose d'emmerdant ». C'est sans doute pourquoi on la confie à un "emmerdeur".

A Tourcoing, la mairie coupe les vivres au Centre d'Action Culturelle (C.A.C.), son directeur, Christian Maes, étant un ex-communiste rallié au P.S. Le nouveau maire, Stephan Dermaux, explique : « Je n'ai rien contre Brecht, si on ne joue pas que ça ; par contre, je ne peux accepter que des outils culturels de cette importance soient aux mains de gens qui ont été désavoués par le suffrage universel ». Du coup, en bon voisin, le maire de Roubaix laisse tomber l'Opéra du Nord.

Il en est de même à Nantes, où la mairie R.P.R. supprime toutes les subventions à sa Maison de la Culture qui venait d'héberger, le temps d'une création, le Living Theatre.

Ces tirs à boulets bleu-blanc-rouge sur les structures culturelles pourraient faire penser à une volonté concertée du R.P.R. de supprimer, purement et simplement, toute action culturelle. Mais, je pense qu'il n'en est rien. Il s'agit tout au plus pour la droite, de "démarxiser" la culture, d'en expulser toute subversion afin de récupérer ce secteur d'expression qu'elle avait longtemps négligé. Les thèses de la Nouvelle Droite sur l'importance de l'investissement culturel dans toute bataille politique ont fait leur chemin au sein de la droite traditionnelle.





Un des grands tests de cette reprise en main, sera l'orientation donnée par le nouveau responsable du Festival d'Avignon, car pour le nouveau maire J.-P. Roux (R.P.R.) il n'est bien sûr pas question de supprimer ce festival qui est rentable aux plans économiques, du prestige, et de la propagande, autant dire... politiquement rentable.

LE MANQUE D'IMAGINATION AU POUVOIR

LA gauche culturelle, n'en revient pas de la violence et de la rapidité des destructions de la droite sur ce terrain. En état de choc, elle retrouve un langage très "Front Populaire", elle crie au "fascisme latent", dénonce la "chasse aux sorcières" et appelle à la "résistance intérieure". Mais, voilà, la culture a besoin de moyens, et après un an d'état de grâce généreux, le ministère de la Culture a dû faire serrer les ceintures. Paix aux morts sur le champ de l'austérité ! Alors, quelle décentralisation, quelle régionalisation, sans moyens conséquents ? Les quelques rares tentatives subiront le même sort que celui du Centre Culturel de Massy restructuré (plutôt démantelé) par la municipalité P.S.

Plus grave, la gauche se rend bien compte que les Maisons de la culture sont quasiment indéfendables, car elles ne correspondent à aucun besoin actuel ; la majorité d'entre elles sont moribondes, passant la plus grande partie de leur budget en fonctionnement et non en créations. Peu importe, la gauche les défend... par manque de politique de remplacement.

Il est révélateur et décevant de voir que

la gauche au pouvoir se contente, dans l'ensemble, de financer la même politique culturelle que la droite, avec seulement un budget parfois plus conséquent. Reconnaissons-lui, tout de même, quelques innovations, dont la mise en activité des Ateliers de Créations Populaires, alias "Archéoptéryx", à Toulouse, sous la responsabilité de l'équipe travaillant avec Armand Gatti.

"CE QUE L'ON VEUT, ON LE SAURA EN PARTANT"

EN effet, jamais la droite n'aurait accepté un projet qui se situe en dehors de tout souci de rentabilité, un projet qui ne se définit que par une démarche et non par un programme, un projet enfin qui n'est soumis à aucun cahier de charges.

Ce projet est né de la nécessité, pour Gatti et son équipe, de trouver une cohérence entre l'écriture et la réalité. Une des réponses à cette nécessité est de tenter d'établir des rapports égaux entre l'écrivain et les participants des ateliers. Il s'agit, somme toute, de renouer avec l'Écriture Publique, c'est-à-dire avec une mise à disposition de compétences, de technique et de matériel de bonne qualité au service d'un besoin d'expression. Afin d'éviter tout blocage, tout y est gratuit, mais chaque création n'y est présentée qu'une seule fois. Cependant, il existe, semble-t-il, quelques difficultés pour certains participants à maîtriser l'ensemble de leur création, de par la grande disponibilité requise qui se révèle parfois incompatible avec une activité professionnelle.

Une originalité encore, ce projet est volontairement limité dans le temps (trois ans), juste le temps de provoquer une dynamique de création, ce qui devrait lui permettre de se modifier et d'évoluer selon les besoins des participants, si bien que, quand on demande à l'équipe quel est son but, la seule réponse précise est : « **On le saura en partant** ». Mais est-ce que l'expérience sera poursuivie sans le "parapluie Gatti" ? Possible, mais seulement si le rapport de force créé se révèle assez important.

Alors, au moment où la droite essaye de reprendre en main toutes les structures culturelles municipales, et que la gauche manque singulièrement d'imagination, il semble important de soutenir le développement d'expériences telles celles menées par l'Archéoptéryx. Ce ne sont pas d'ailleurs les seules imaginables pour ouvrir de nouveaux espaces de créations et donc d'expressions populaires.

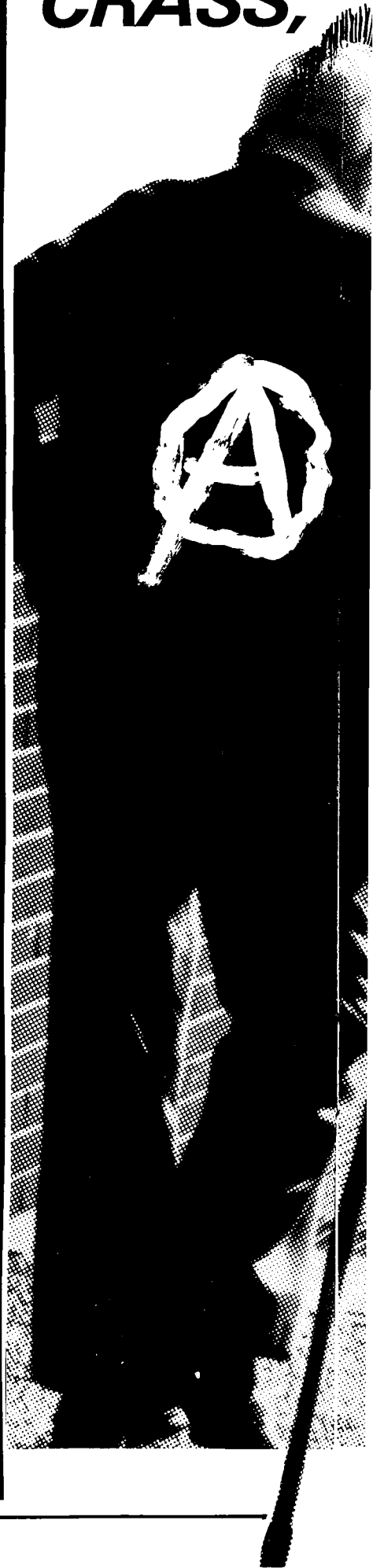
Claude ARRIZZI

ARCHEOPTERYX

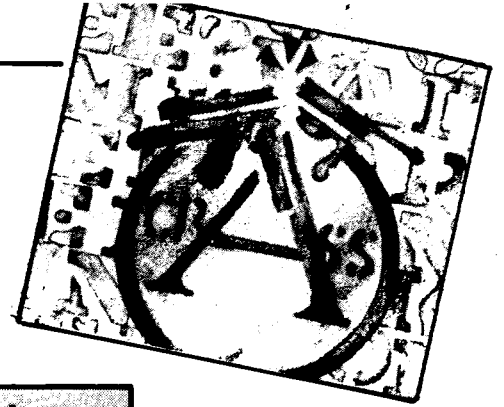
« Cet animal est vieux de 147 millions d'années, ressortissant d'un monde jurassique où nos chiffres vacillent et perdent leur raison. J'appartiens à ces territoires de la métamorphose, seul ressortissant du monde de la vie à avoir des pattes pour marcher, des mains pour s'agripper, des écailles pour ramper, une queue gouvernail pour nager, des ailes pour voler, un œil d'iguane, une tenue de camouflage. On lui suppose en plus le sourire invisible qui a été légué au chat. Le but de cet animal carrefour est de pondre, à Toulouse, un œuf géant qui éclora en de multiples élans. »
ARCHEOPTERYX, 15 rue des Lois, 31000 Toulouse.

NO FUTURE :

CRASS,



ANARCHO-PUNKS.



CRASS... encore un groupe anglais ? Encore un qui chante la haine et le désespoir avant de profiter ou de s'empêtrer dans le showbiz ? Encore un qui demain aura sa piscine en forme de A cerclé ? Pas sûr...

C

R

A

S

S

CRASS a déjà fait ses preuves et continue de les faire. Par son action, il prouve avec succès la possibilité d'une création alternative pouvant résister au monstre de l'industrie du spectacle où certains groupes (Clash, Dead Kennedy...) semblent s'être faits piéger. Crass par les moyens qu'il s'est donné affirme et renforce, de jour en jour, la contre-culture d'une Angleterre Thatcherisée. La mouvance anarcho-punk-non-violente semble avoir trouvé avec eux un aboutissement qui, malgré une musique réservée à des oreilles exercées, a su exister par ses actions directes.

OCCUPATIONS MUSICALES

INTERDIT de concert en décembre dernier à Londres, et censuré à la radio nationale, Crass dans le même mois, et avec l'aide de quelques amis occupe le Rainbow Theatre laissé à l'abandon, et y organise son concert. « On nous avait empêché de jouer à Londres à cause de toute cette merde imprimée dans les journaux nationaux à propos de notre dernier simple (1) ; il nous semblait important de jouer à Londres et nous n'étions pas prêts à jouer dans une salle de concert du circuit rock traditionnel, parce qu'elles font partie de l'industrie musicale avec ses videurs, ses conso hors de prix et tout le reste ». Après deux jours d'occupation ils se font expulser de force par la police et les milices privées. Ils tenteront un second raid pour réintégrer le Rainbow, mais ce sera un échec... Ils repartent donc occuper un autre club privé, le Zig-Zag : « le bouche à oreille a bien fonctionné et le soir plusieurs centaines de personnes étaient dans les bâtiments et le festival pouvait commencer. La police a bien essayé d'entrer mais elle a été refoulée et s'est contenté de garder les alentours, en se gelant à l'extérieur ».

Dans la salle, selon l'habitude de Crass, les murs sont couverts de calicots portant des slogans anarchistes et pacifistes. Personne n'est chargé de surveiller les mouvements du public ; chacun s'occupe de soi-même et plus d'une douzaine de groupes joueront, un set d'une demi-heure chacun.

(1) Il s'agit du 45 t "How does it feel to be the mother of a thousand dead ?" dont nous parlons plus loin.

Leurs textes démystificateurs et critiques de la société anglaise traduisent une culture de résistance : répression policière, censure politique, univers carcéral, duplicité de l'Etat, et l'espoir de voir les gens retrouver la force de changer.

PAROLE DE PUNK

« **N**OUS pouvons essayer de vivre en harmonie avec nos amis, avec les gens et l'environnement dans lequel nous évoluons. Nous pouvons essayer d'être créatifs, avec les possibilités que nous-mêmes et les autres nous nous donnons. Nous pouvons apprendre à rejeter les rôles que l'on nous impose. Nous pouvons apprendre à partager et à coopérer avec les autres pour rendre à la vie ce que nous lui avons pris... Nous pouvons apprendre à rejeter la grisaille et la merde qu'on nous dit être la réalité de la vie. Nous pouvons exiger et créer quelque chose de mieux. Toutes ces choses, et bien d'autres encore, nous pouvons les apprendre ensemble, avec ceux qui s'en préoccupent en tant qu'individus. Nous pouvons descendre dans la rue et clamer le monde tel qu'il existe, enfoui sous les couches de gâchis que l'histoire a empilées sur lui... C'est à nous tous, ensemble à subvertir ce système qui pervertit nos vies ».

Et les ennuis n'ont pas manqué avec leur disque adressé à Thatcher "Quelle impression ça fait d'être la mère d'un millier de morts ?" : il dénonce le conflit absurde des Malouines, agresse directement Maggie et crache sur l'euphorie nationale d'après la "victoire". Les 45 t, enregistrés et autoproduits par le groupe, malgré leurs cinglantes prises de position, plafonnent dans les charts anglais et gênent la bonne conscience nationale. L'un d'eux a d'ailleurs connu une bien étrange promotion (il s'agit de "Penis envy", texte pro-féministe, anarchiste et particulièrement anti-sexiste). Ce fut le cataclysme lorsque la presse et les autorités, déjà scandalisées par la production, découvrirent qu'elle était subrepticement promotionnée dans un luxueux magazine de style "pro-nuptia" comme l'abécédaire de ce que le futur fiancé doit savoir avant de revêtir l'habit nuptial !

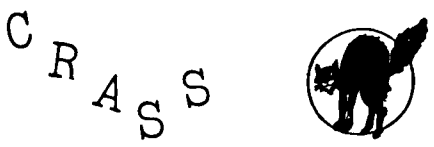


C R A S S

sujets des modes et voués à une récupération commerciale évidente (2). Un fan de Crass ne peut pas aimer vraiment le spectacle ou l'enregistrer passivement ; il est obligé de s'investir un minimum dans le contenu des chansons. Et les moyens de Crass mettent également le cap vers l'action directe. Préférant les petites représentations, ils sont souvent annoncés, sans grande publicité, tout simplement dans les magasins locaux de disques, dans les endroits où l'on se rencontre.

Pour résister au boycott que pourrait subir leur production, ils montent un studio d'enregistrement et publient d'autres groupes. Leur propre label "Crass Record" invite à se battre soi-même : « Il est impossible et hors de sens d'être un supporter de l'action directe. C'est quelque chose que l'on doit faire et non un sujet de conversation. Chacun de nous a son propre degré de peur et d'incertitude et lorsque nous nous engageons nous devons être aussi sûrs que possible que nous allons réussir. Il est insensé de vouloir essayer de faire quelque chose pour lequel nous ne sommes pas prêts à moins de vouloir devenir un martyr de la cause ». Pour ceux qui ont les oreilles sensibles, ils publient alors un livre dans leur propre maison d'édition "Exit Stencil Press" dédié « à ceux qui pourraient aimer nos idées mais qui ne supportent pas notre musique ». On y trouve les grandes lignes de l'évolution de ce groupe depuis ses racines "hippy" jusqu'à

sa période actuelle : punk, anarchiste et pacifiste. « Nous avons essayé d'affirmer notre sens de la liberté avec humour et amour et nous avons rencontré la violence et la haine que nous avons essayé, à notre tour, de combattre par la raison et l'intelligence. Finalement nous avons réalisé que l'Etat, ceux qui travaillent pour lui et ceux qui vivent sous son autorité, étaient les ennemis de notre liberté et nous avons compris que nous avions à trouver d'autres moyens que les discours bien raisonnables que nous leur opposions jusqu'à présent ». (3)



Dans un autre domaine, Crass a apporté son soutien à une campagne très efficace en faveur de "l'Individu Inconnu". Cette campagne (affiches, concerts) était destinée à faire connaître au public le procès monté de toute pièce par la police contre cinq anarchistes anglais. Ils ont alors sorti un disque "Révolutions Sanglantes" qui expliquait les trucages du procès. La totalité des bénéfices retirés de la vente du disque a été mise de côté en vue de l'éventuelle création d'un centre anarchiste à Londres.

QUAND ÇA BOUGE, ÇA REMUE

L'ACTION de Crass s'est étendue en 1981. Craignant que le Comité pour le Désarmement nucléaire qui organisait une manifestation de masse à Hyde Park, se transforme en tribune réservée aux vieux routards du Labour Party et aux gauchistes autoritaires, Crass met sur pied une tournée de concerts indépendante, remettant en évidence toutes les perspectives radicales contenues dans la lutte antinucléaire, ne se limitant pas seulement au désarmement, mais comportant un projet global de transformation sociale. Enfin, l'été 83 verra certains membres du groupe participer à l'occupation de la base d'euromissiles à Comiso en Sicile.

Crass à la différence des Sex Pistols, catalyseurs en 76 du mouvement punk, évite d'utiliser "révolte et idée de révolution" en tant qu'éléments de show ou style promotionnel. Ce que maîtrisent moins bien d'autres groupes comme Clash ou les Stranglers (tendances politisées des groupes punks les plus connus),

(2) Il faut quand même rappeler que Clash a joué un rôle actif dans la lutte contre le National Front (extrême-droite) en 1980. Ils ont participé à une tournée de concerts anti-racistes après les émeutes de Brixton. Clash a également essayé d'influer sur le circuit production/distribution de leurs disques. Lorsqu'ils ont sorti leur triple album "Sandinista", ils ont accepté de céder leurs royalties des 100 000 premiers à la maison de disque, de manière à ce que leur album coûte à peine plus cher à l'achat qu'un simple 33 tours.

(3) Article reconstruit par Zone IV à partir des publications "Open Read" et "ASBL 22 mars". Pour les fanas qui veulent contacter directement Crass on leur écrit à Crass Records, c/o Rough Trade, 202 Hensington Park Road, London W11.

1 SHEEP FARMING IN THE FALKLANDS, Crass, Crass -
 2 LET THE VULTURES FLY, Icon Ad, Radical Change
 3 EVOLUTION, Subhumans, Bluurg
 4 BAD NEWS, Hit Parade, Crass
 5 HOUSE ROCK, Abrasive Wheel
 6

WANTED

HIT PARADE

BAD NEWS 80p

20 ZUMBI... THE FLESH
 17 (-) BAD NEWS
 ... THE TEST TUBE BABIES (Trapper)
 ... Hit Parade (Crass)
 ... Corbeau Twins (4AD)

KIOSQUE



REMETTRE SES MONTRES A L'HEURE

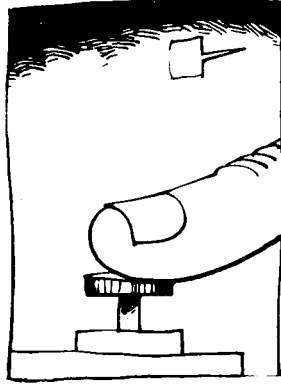
Dans le style "Alternatives Economiques", mêlant sérieux et clarté, nous voilà dans l'explication de la crise. Le bêtisier habituel est soigneusement analysé : un bon décrassage. A l'heure où il n'est question que de commerce extérieur, dollar..., l'analyse de la crise comme crise des rapports sociaux est plus qu'utile. Une remise des montres à l'heure pour tous ceux qui s'évertuent, parfois brillamment, à trouver une meilleure gestion du système, comme si la gauche au pouvoir avait supprimé cet aspect fondamental de la crise.

Ne demandons pas à cet ouvrage ce qu'il ne peut nous donner, à savoir des solutions. Des pistes confuses sont lancées. Nous ne saurions reprocher aux auteurs ce manque de précisions qui est à l'image de la confusion générale et de la difficulté à formuler concrètement nos aspirations.

Nous regrettons cependant que dans ce brouillard (qui a le mérite d'être posé) les auteurs soient, par ailleurs, aussi précis relativement à quelques mesures : protectionnisme ou pas, pouvoir d'achat... Etre dans la réalité et avancer des pistes pour des changements radicaux : c'est un chemin semé d'embûches. Comme le rappellent les auteurs en conclusion : "il n'est point de sauveur suprême... producteur, sauvons-nous nous-mêmes !".

G.A.

D. Clerc, M. Lipietz, J. Satre-Buisson : "La crise", Ed. Syros (coll. Alternatives Economiques).



DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Dans sa lutte pour la prise totale du pouvoir et l'imposition de la dictature du parti sur la classe ouvrière, les bolchéviks n'ont, on le sait, reculé devant aucun procédé. A commencer par le déversement d'un flot de calomnies contre les autres forces révolutionnaires, pour justifier ensuite leur élimination physique.

Octobre 1917/juillet 1918 : neuf mois durant lesquels se sont joués le sort de la révolution russe et la survie des forces révolutionnaires autres que le Parti bolchévik. Neuf mois durant lesquels, après l'élimination des

Socialistes-Révolutionnaires de Droite et des résidus menchéviks, le parti de Lénine s'est attaché à supprimer les anarchistes (répression d'avril 18) pour en venir, enfin, à l'écrasement des Socialistes-Révolutionnaires de Gauche (juillet 18).

Le livre édité aujourd'hui par Spartacus permet de lever un coin du voile sur les positions réelles défendues par les S.-R. de Gauche que ce soit à propos du honteux traité de paix de Brest-Litovsk, sur la violence révolutionnaire et le terrorisme ou la question paysanne. Les deux brochures, éditées en 1918 à Genève et reproduites en fac-similé contribuent à contrer les mensonges trop longtemps laissés sans réponse.

Certes, tout ne fut pas rose chez les S.-R. de Gauche. A commencer par leur participation à la Tchèque sous prétexte d'en contrôler, de l'intérieur, les agissements et d'en limiter les actions. De même, Guy Sabatier souligne, à juste titre, dans ses conclusions, les limites des thèses de ce Parti qui resta très lié à une vision partidairiste, élitiste de l'action et substitutiste du combat de masse et de classe. Et si, comme il l'écrit en fin d'ouvrage "une histoire générale sur le combat des S.-R. de Gauche dans la révolution russe reste à écrire", nul doute que ce livre constitue un premier élément qui mérite le détour.

D.L.

"Les Socialistes-Révolutionnaires de Gauche dans la Révolution russe : une lutte méconnue", Ed. Spartacus, 35 F.

SUR LE TIERS-MONDE

Dans la série "pour débutants", Maspéro vient de sortir un ouvrage sur le sous-développement. La formule est simple et efficace : des BD, de très nombreuses photos illustrées grâce à un texte réduit.

La démonstration se veut très pédagogique et le rôle des multinationales agroalimentaires dans le sous-développement du Tiers-monde apparaît clairement. Ceci dit, il faut aimer le fouillis de la mise en page et le "look" (comme ils disent, à Paris) de la calligraphie. Mais c'est un genre qui a eu beaucoup de succès, m'a-t-on dit, dans les années 70.

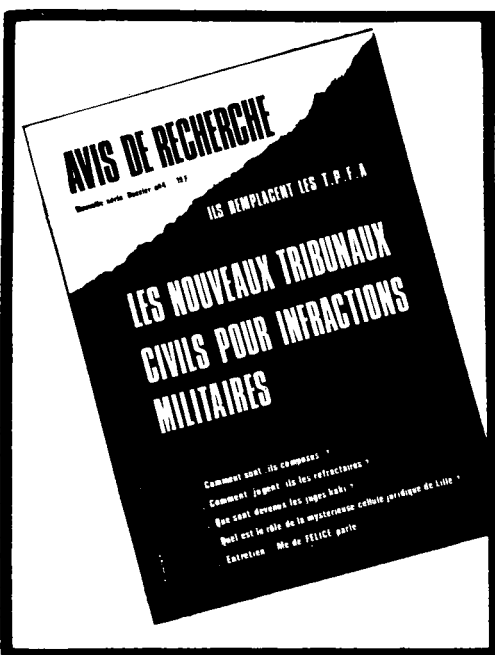
L'essentiel cependant c'est que les idées défendues y soient claires. Ce qui est bien le cas. A lire donc.

J.D.

S. George et N. Paige : "La faim dans le monde" pour débutants. Ed. Maspéro/La Découverte.

NOUS AVONS AUSSI REÇU :

- E. Armand : "Vivre l'anarchia", Ed. Antistato, Milan.
 - Y. Le Bonnier et G. Guillon : "Ni vieux, ni maîtres : guide à l'usage des 10/18 ans", nouvelle édition, Alain Moreau.
 - A. Cornut : "L'inhabitation", Ed. Utovie.
 - P. Martin : "Candide face au Moloch", Ed. Utovie.
 - La Rue : "Marx, no future", n° 33. Groupe Libertaire L. Michel.
 - Correspondances internationales : "L'abeille et le communiste" par le collectif des prisonniers communistes des Brigades Rouges.
 - R. Rucker : "Marx et l'anarchisme", Ed. de l'Entraide.
 - G. Leval : "L'Etat marxiste", Ed. de l'Entraide.
 - iztok : "Notes sur l'anarchisme en URSS de 1921 à nos jours", Cahiers du Vent du Ch'min.
 - A. Devriendt : "Le mouvement mutualiste", Ed. du Groupe de Fresnes-Antony de la FA.
 - M. Bookchin : "Sociobiologie ou écologie sociale", Ed. IRL et Atelier de Création Libertaire.
 - C. Talès : "La Commune de 1871", Ed. Spartacus.
 - D. Guérin : "Rosa Luxembourg et la spontanéité révolutionnaire", Ed. Spartacus.
 - P. Mattick : "Le marxisme hier, aujourd'hui et demain", Ed. Spartacus.
 - R. Creagh : "Laboratoires de l'Utopie : les communautés libertaires aux Etats-Unis", Ed. Payot.
- AGORA : Vu l'abondance des textes reçus au cours de l'été, nous n'avons pu les lire ou parcourir tous. Nous reviendrons donc sur certains titres dans le prochain numéro.



FACE A LA MILITARISATION, UN JOURNALISME D'INVESTIGATION

Dossier n° 4

TRIBUNAUX CIVILS

POUR DELITS MILITAIRES

36 pages 15F

à commander à :

AVIS DE RECHERCHE
BP 53

75 861 Paris cédex 18

AVIS DE RECHERCHE, LES EDITIONS QUI DESHABILLENT LA GRANDE MUETTE

MOUVEMENT ANTI-GUERRE :

FIN 83, l'OTAN déploiera ses Pershings et Cruises en Europe. Une décision qui a déjà fait couler beaucoup d'encre et descendre des milliers de gens dans les rues, en France et ailleurs... Où en est le mouvement anti-guerre dans l'hexagone à la veille de l'échéance du 23 octobre prochain ? Quelle est la place de la force de frappe française au sein de l'Alliance Atlantique ? Et quelle est la politique du gouvernement de gauche ?

UN AUTOMNE

DECISIF



Manifestation pacifiste à Volgograd (ex-Stalingrad).



En Grande-Bretagne.



En République fédérale d'Allemagne

DOSSIER RÉALISÉ PAR TONY

ALVAREZ ET JULIEN DREUX.

EUROMISSILES :

L'ENTREPRISE DE MORT

EN décembre 1979, à Bruxelles, l'OTAN prenait ce qu'il est convenu d'appeler une "double décision" qui est directement à l'origine de l'actuel mouvement anti-guerre.

Il s'agissait de poursuivre les négociations avec Moscou en vue de rétablir un équilibre des forces prétendument remis en cause par l'installation, depuis 77, des missiles soviétiques SS 20. D'autre part, on menaçait, à défaut d'aboutir lors des négociations, de déployer en Europe des Pershing II et des "Cruise missiles" (missiles de croisière) fin 83. L'ultimatum vient donc à expiration...

D'UNE STRATÉGIE A L'AUTRE

Si l'on s'en tient à la version officielle des USA, souscrite aujourd'hui par la majorité des capitales occidentales, c'est l'invasion de l'Afghanistan qui aurait brusquement réveillé l'Alliance Atlantique trop longtemps anesthésiée par la politique de détente. Pour séduisante qu'elle veuille être, cette version n'en est pas moins mensongère. D'abord parce que les SS 20 ont été déployés dès 1977 sans que cela provoque le moindre mouvement d'humeur à l'Ouest. Et pour cause, l'URSS ne procédant, en l'occurrence, qu'à une modernisation de sa force de frappe tout comme ne cesse de le faire l'Alliance Atlantique. Ensuite parce que l'on aura beau vouloir réécrire l'histoire, il n'empêche que l'intervention soviétique en Afghanistan est survenue plusieurs jours après l'annonce publique de la "double décision" de l'OTAN.

Le fond du problème est donc à chercher ailleurs. Il réside dans les profondes modifications apparues au cours des deux dernières décennies aussi bien en matière d'arsenal nucléaire qu'au niveau de la stratégie militaire.

Au lendemain de la II^e Guerre Mondiale et après la délimitation par les deux blocs de leurs chasses-gardées respectives à Yalta, la guerre froide déboucha sur la stratégie de la destruction massive mutuelle. Le rapport des forces ne se concevait que dans sa globalité et il s'agissait de menacer l'adversaire d'une "riposte massive" en cas d'agression. C'était l'équilibre de la terreur dans toute sa splendeur !

Mais au concept de "riposte massive" et de stratégie "anti-cités" devait rapidement succéder dans les esprits celui de "riposte graduée" et de stratégie "anti-forces". Il ne s'agirait plus de détruire aveuglément et glo-

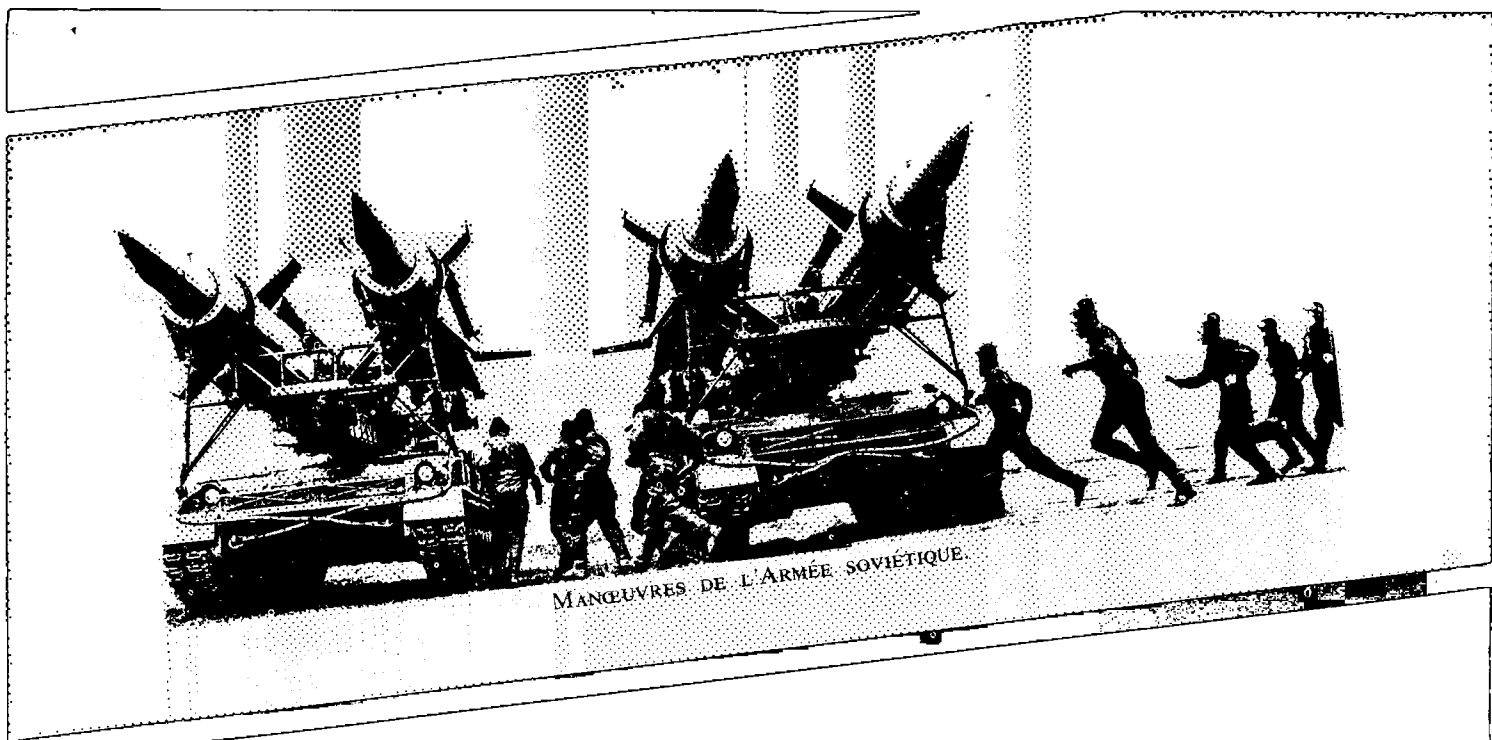


bablement des pans entiers du territoire ennemi, mais bien plutôt de proportionner la défense à l'attaque. Ce qui supposait une étude de tous les cas de figure pour en préparer la riposte. La nouvelle stratégie sous-entendait donc la possibilité d'individualiser des champs de bataille précis tout en évitant un affrontement central entre les deux Grands. La "riposte graduée" déboucha, côté soviétique, sur l'installation de missiles SS 4 et SS 5 braqués sur l'Europe occidentale dès 1959, que Khrouchtchev aimait fort justement à appeler une prise d'otage. Côté américain, on menaçait à plusieurs reprises d'utiliser l'arme nucléaire au Vietnam...

LA TERREUR, MAIS EN FINESSE !

L'ANTAGONISME entre les deux impérialismes n'a cessé de s'exacerber, d'autant plus que Yalta a pris du plomb dans l'aile ces dernières années. Si l'Europe n'est plus aussi contrôlable que dans le passé par les Etats-Unis, ceux-ci ont en outre vu certaines zones échapper à leur domination aussi bien en Afrique qu'en Asie et aujourd'hui dans leur propre arrière-cour centraméricain. Pour sa part, l'URSS est aux prises à de constantes difficultés avec son propre "glacis". Une redistribution des cartes se joue donc depuis quelques années.





Genève, partant de l'hypothèse d'une guerre nucléaire limitée, reposent sur le saucissonnage du potentiel atomique en tranches et à leur comparaison afin de déterminer qui a la suprématie sur le champ de bataille strictement européen.

QUESTION DE CHIFFRES

SIL'on admet de toutes parts que les deux blocs sont, en gros, à égalité de force, le combat d'experts à coups de chiffres fait rage en ce qui concerne le théâtre européen. Pour Reagan les choses sont si simples que la prétendue suprématie soviétique l'a même amené à réviser l'ultimatum de l'OTAN. Si ce sont toujours 108 Pershing II que l'on déploiera en RFA, ce ne sont plus 164 mais 464 Cruises que l'on installera à la fin 83 (1)

Il paraît que l'URSS aurait plus de missiles (vecteurs) que les USA, bien que l'on reconnaisse qu'elle a moins de têtes nucléaires (ogives) : 7 300 contre 9 368. De même, l'URSS aurait 71 sous-marins nucléaires, mais ne portant "que" 1 800 têtes, alors que les 50 sous-marins alignés par l'OTAN en portent 5 000. Si l'URSS aurait moins d'effectifs que les USA (2 613 000 contre 3 172 700) elle aurait par contre beaucoup plus de chars (50 000 contre 17 630). On omet toutefois de dire que les chars soviétiques sont souvent très vieux et moins performants que ceux de l'OTAN.

Cette bataille de chiffres reste inintéressante au possible. D'abord parce que tous ces chiffres sont manipulés de part et d'autre. Ensuite parce qu'un tel découpage en tranches nous fait perdre de vue l'essentiel : chacun des deux blocs a de quoi détruire 10, 15 ou 20 fois l'adversaire. Enfin parce que se prêter à un tel marchandage entre les armes dites "stratégiques" (destinées à un affrontement central) et celles dites "tactiques" (réservées aux théâtres limités) c'est entrer de plain-pied dans la logique des impérialismes, qui cherchent à justifier par là leur course aux armements.

PSYCHOSE DE GUERRE MONDIALE

EST-CE l'approche du second millénaire qui provoque une psychose de l'apocalypse ? Il est évident que le fait de savoir qu'elle est techniquement possible n'est pas de nature à arranger les choses. La multiplication des zones de combat à travers le monde ainsi que les récentes tensions suscitées par l'affaire du boeing sud-coréen favorisent la résurgence de la guerre froide. Mais si une guerre nucléaire limitée est aujourd'hui techniquement possible, l'est-elle vraiment politiquement ?

Les USA s'acharnent à présenter l'Europe comme un théâtre potentiel de confrontation qu'ils présentent comme "tactique" dans la mesure où leur territoire ne serait pas touché. Mais l'URSS rappelle, à juste titre d'ailleurs, que ce qui est "tactique" pour Washington ne l'est pas forcément pour Moscou et qu'une guerre en Europe, de par le fait que l'immense majorité du territoire soviétique s'y trouve, serait inévitablement "stratégique".

En fait, nous assistons depuis 1979, sur fond de crise économique, à une vaste offensive idéologique venue de l'autre côté de l'Atlantique et soigneusement répercutée de ce côté-ci. Si elle peut favoriser, au plan intérieur, un élan national pour le redressement de la mère-patrie, elle vise surtout, au plan international, à resserrer les rangs autour de l'Oncle Sam. Soigneusement distillée, la propagande reaganienne est parvenue à ancrer l'idée d'une guerre nucléaire limitée au théâtre européen. Le dénouement des négociations de Genève est un secret de polichinelle : elles ne peuvent aboutir dans la mesure où le but recherché, de part et d'autre, est le déploiement des missiles et la course aux armements. Ainsi, l'installation des Pershing II et des Cruises offrira à l'URSS le prétexte d'une surenchère qui sera à son tour utilisée par les USA pour justifier une nouvelle escalade.

L'Europe est un enjeu politique et les Etats-Unis n'aspirent qu'à y renforcer leur domination. C'est le sous-secrétaire d'Etat américain, Lawrence S. Eagleburger qui l'affirme : « *Les missiles Pershing et de croisière serviront de symbole politique graphique des liens indivisibles, sur le plan de la sécurité, qui unissent les démocraties d'Europe occidentale et de celles d'Amérique du Nord* ».

C'est précisément ce "symbole politique graphique" qu'il s'agit de contrer dans les mois qui viennent...

(1) 160 en Grande-Bretagne, 112 en RFA, 56 en Italie, 48 en Belgique et 48 aux Pays-Bas.



L'ARME A GAUCHE



DEPUIS son retrait du commandement militaire intégré de l'OTAN, en février 1966, la politique française en matière de défense repose sur le mythe gaullois de l'indépendance nationale. Une thèse qui a permis à Giscard de renforcer considérablement le potentiel atomique français. De 1974 à 1980, il est passé de 25 à 75 kilotonnes (soit 3 375 fois Hiroshima !).

La gauche, pour sa part, n'avait cessé de dénoncer la pseudo indépendance de la France et les dangers du réarmement. Ainsi, le Programme Commun de 1972 précisait même qu'en cas de victoire, elle "renoncerait à la force de frappe sous quelque forme que ce soit". Mais l'atlantisme des socialistes se mêlant à leur réalisme, ils effectuaient un brusque revirement en 1977, prônant désormais le "maintien en état" de la force de frappe et se ralliant à la défense de l'électro-nucléaire. Le PS sera, en cela, rejoint la même année par le PC, toujours au nom de l'indépendance nationale ainsi que pour "la défense de l'emploi"... Le consensus national était atteint et allait se renforcer à mesure que le PS s'approchait du pouvoir.

Le 10 mai 1981 marque donc une continuité sans faille entre la politique giscardienne et celle de la gauche, aussi bien sur le nucléaire que sur la défense. Les récentes manœuvres navales de l'OTAN dans le golfe de Gascogne (du 7 juin au 17 août) sont venues à point nommé nous le rappeler. Contrairement à une idée soigneusement entretenue, la France ne s'est jamais "retirée de l'OTAN" à laquelle elle reste intégrée par un alignement aussi bien économique que politique. Ajoutons que si le traité de Washington de 1949 contraignait la France à voler au secours des autres signataires et partenaires de l'Alliance Atlantique, le traité de l'UEO de Paris, signé en 1954, l'oblige à une intervention aux côtés de ses alliés en cas de conflit.

Le militarisme et l'atlantisme du gouvernement de gauche ont été clairement réaffirmés, dès octobre 1981, par la décision prise en Conseil des Ministres de moderniser le potentiel nucléaire (voir encadré). Son rapprochement toujours plus évident des thèses de l'OTAN éclate au grand jour sur la question des euromissiles. Si le candidat Mitterrand était le premier à reconnaître que la "double"

décision de l'OTAN prise en 1979 menaçait l'équilibre des forces, il dément aujourd'hui cette évidence. Le 20 janvier 1983, il affirmait devant le Bundestag, à Bonn, que « *quiconque fait un découpage entre continent européen et continent américain met, selon nous, en cause l'équilibre des forces et donc le maintien de la paix* ». Soit, mais alors comment pouvait-il, sans rire, déclarer dans ce même discours que « *les forces françaises ne peuvent être prises en compte dans les négociations de Genève* »...

La France socialiste reste au 4^e rang mondial au niveau de la force de frappe (après les USA, l'URSS et la Chine) et se glorifie d'arriver au 2^e rang (après les USA) au sein de l'Alliance Atlantique.

Le mythe de l'indépendance repose sur un silence de taille qu'il convient de rompre : aucun de nos missiles "bien français" ne pourra atteindre le moindre objectif sans le secours des radars et satellites yankees !

LE POTENTIEL ATOMIQUE FRANÇAIS

La force de frappe française est divisée en deux catégories : les Forces nucléaires stratégiques (FNS) destinées à la dissuasion et les Armes nucléaires tactiques (ANT), destinées au théâtre d'opération européen.

• Forces nucléaires stratégiques :

36 Mirages IV dans les 9 bases suivantes : Avord, Cambrai, Cazaux, Creil, Istres, Luxeuil, Mont de Marsan, Orange et St-Dizier. Chacun est porteur d'une bombe A de 70 kilotonnes (Kt). Leur rayon d'action de 2 500 km, peut être porté à 4 800 km grâce aux 11 ravitailleurs en vol KC 135, bases à Istres.

18 Missiles S3, sur le plateau d'Albion. Chacun est porteur d'une bombe H à têtes multiples de 6 à 8 têtes de 150 Kt chacune soit 1,2 mégatonnes (Mt) par missile (70 fois Hiroshima). Leur portée est de 3 500 km.

5 sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE) bases à l'île Longue, dans la rade de Brest. Chacun est porteur de 16 Missiles M 20 de 1,2 Mt chaque. Leur portée est de 3 000 km. Le sixième sous-marin doit entrer en service en 1986.

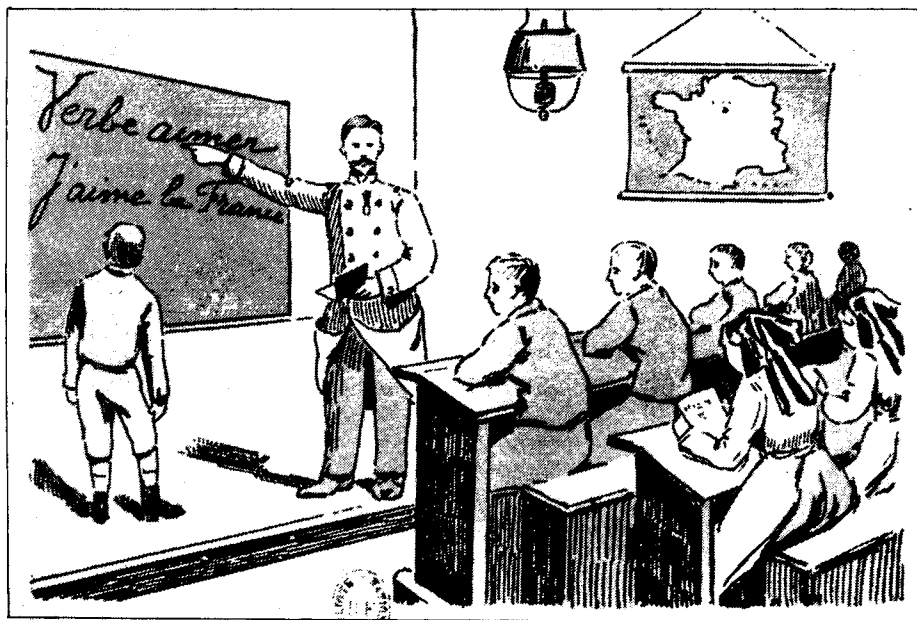
• Armes nucléaires tactiques :

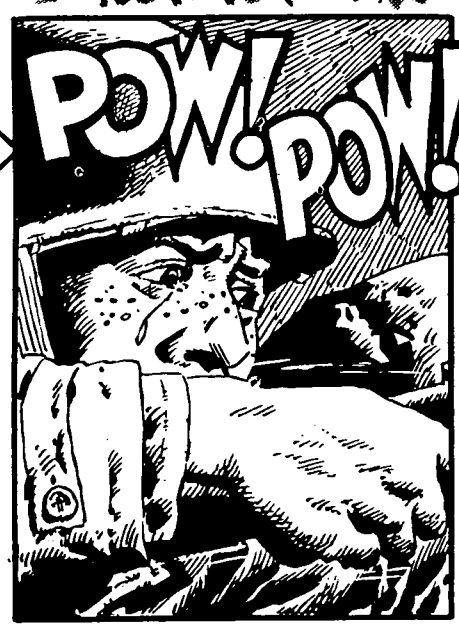
30 Jaguars bases à St-Dizier et 30 Mirages III bases à Luxeuil. Chacun est porteur d'une bombe A de 10 à 25 Kt.

18 lance-missiles pour Missiles Pluton bases dans les régiments de Lion-Couvron, Mally-le-Camp et Suippes. Deux autres régiments (dont la 1^{re} Armée Outre-Rhin basée en RFA) sont équipés de Missiles Pluton ce qui avec les réserves porte à 40 leur nombre total. Chacun est porteur d'une bombe A de 10 à 25 Kt. Leur portée est de 120 km.

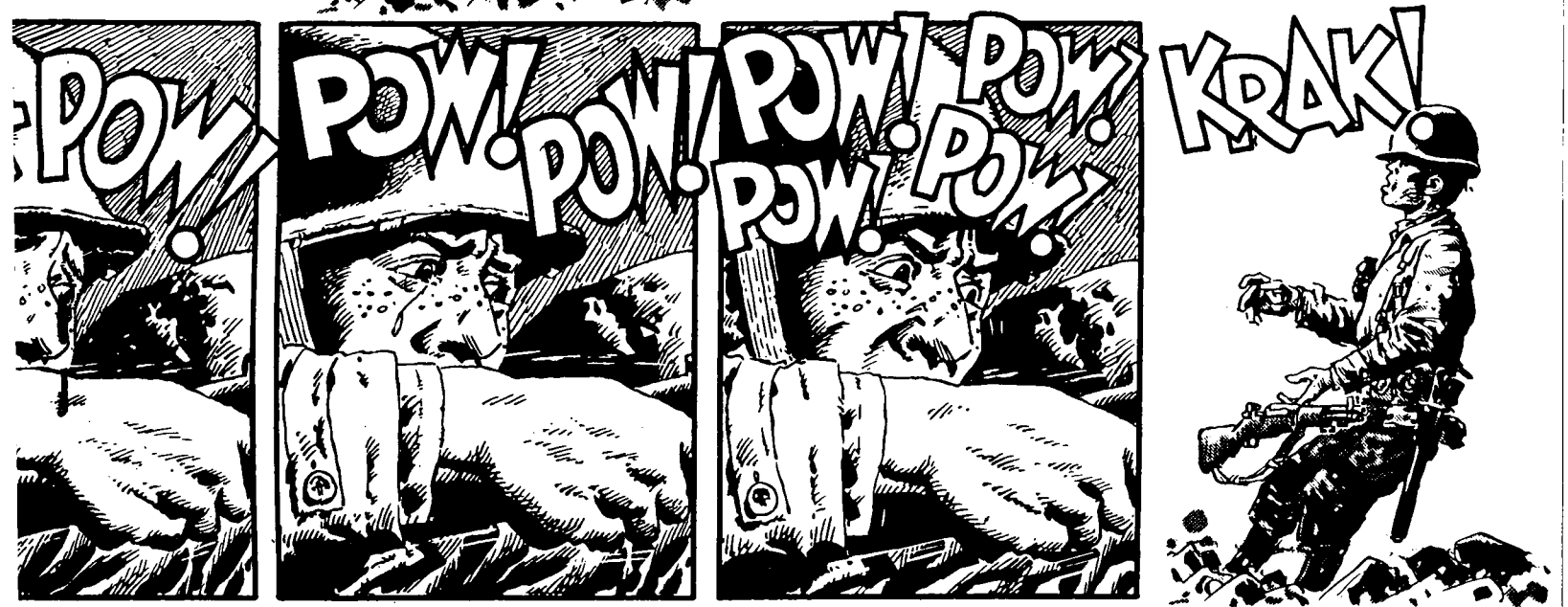
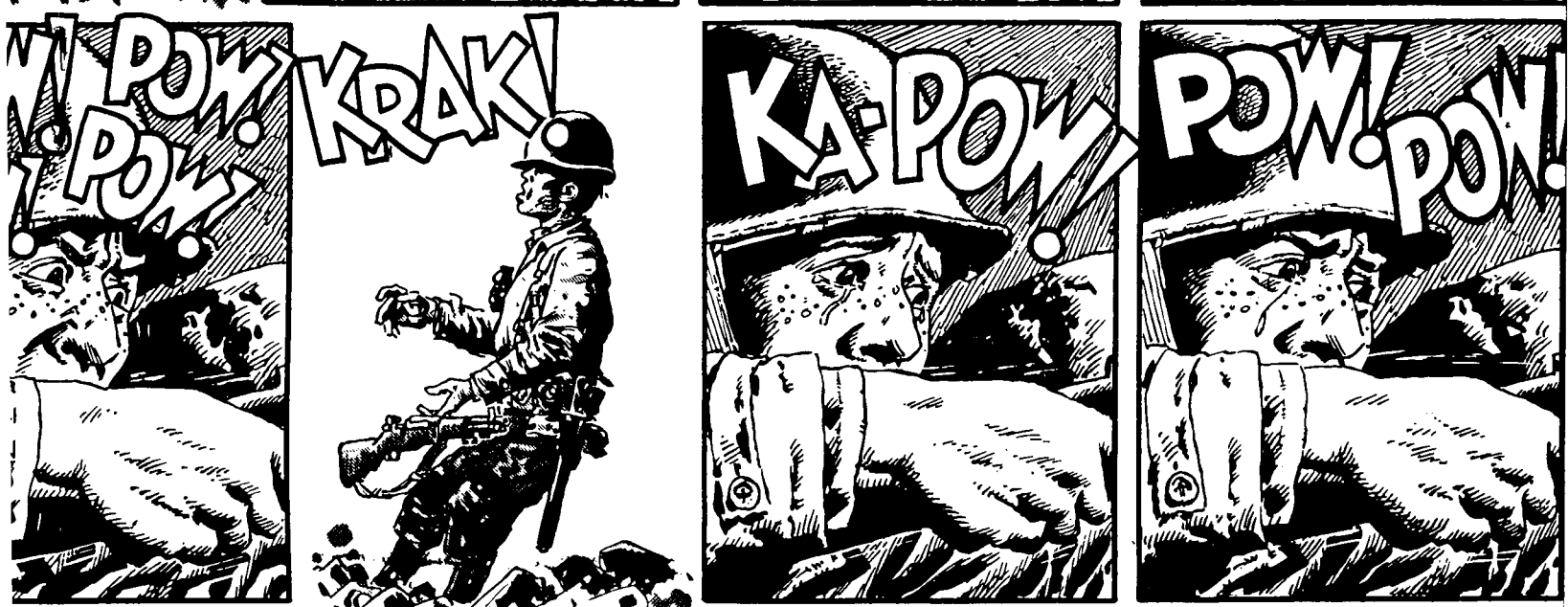
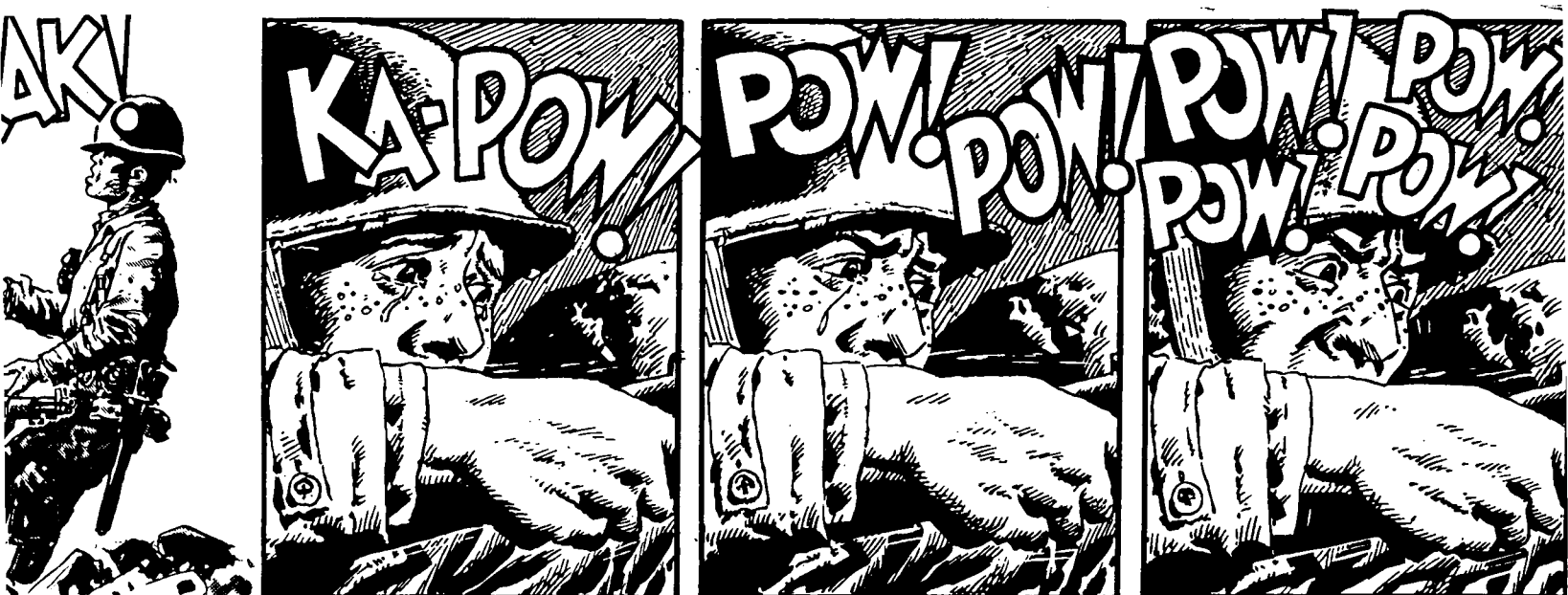
Les porte-avions Clemenceau et Foch sont chacun porteurs d'une dizaine de Super Etendards lesquels transportent chacun une bombe A de 10 à 25 Kt.

Il convient d'ajouter les recherches en vue de moderniser la force de frappe française et qui concernent la bombe à neutrons, un 7^e sous-marin nucléaire lance-engins (SNLE), le Missile M 4 à têtes multiples pour SNLE, le Missile Hades pour remplacer les Plutons.





**FOUS PAS LES
CETTE M**



S PIEDS DANS MERDE !

AGORA, REVUE LIBERTAIRE,
BP 1214. 31037 TOULOUSE CEDEX

FRANCE :

ASPECTS D'UNE RÉSISTANCE

DDANS la course à la paix, la France a eu bien du mal à voir émerger sur son territoire un réel mouvement anti-guerre. Diverses lourdeurs politiques ont freiné son apparition, puis l'ont empêché de connaître l'ampleur affichée dans les autres pays européens...



D'ABORD et surtout l'existence d'un aveuglement sur la réalité d'un pouvoir de gauche. Les coïncidences historiques ont fait qu'au moment où naissaient les mouvements européens, la France vivait sous le signe des élections présidentielles de 81, puis sous le règne paralysant de "l'état de grâce". Sur le terrain du pacifisme traditionnel, on investissait beaucoup d'espoir dans un gouvernement de gauche. Illusions tous azimuts qui vont tarder, hélas, à être dissipées par une réalité bien moins réjouissante.

QUAND LA GAUCHE OUBLIE SON PASSÉ

BIEN sûr, le programme commun de gouvernement avait promis une « renonciation à la force de frappe sous quelque forme que ce soit ». Mais en ces années 80, où était donc passé le programme commun ? La dérive pratique des partis de gauche au pouvoir était à la mesure des affirmations théoriques qu'ils avaient pu développer dans leur passé institutionnel d'opposition. Le PS faisait alors une fixation sur la pseudo-prépondérance russe et, en conséquence, dédaignait de s'investir dans les manifestations pacifistes, prônant « le démantèlement préalable des missiles soviéti-

ques ». Quant à ses représentants au pouvoir, ils rejoignaient le giron américain, en adoptant et prolongeant les thèses atlantistes. On voyait un Cheysson déclarer dès juin 82 : « Rien ne menacerait plus gravement la paix qu'un désarmement unilatéral (...). Il ne

s'agit pas de séparer la défense de l'Europe de la défense des pays de l'alliance atlantique. » Ainsi, non seulement les socialistes délaissaient un mouvement naissant qui aurait pu permettre de "désaligner" la France, mais dans les faits, ils en devenaient l'ennemi essentiel.

Deuxième raison du retard français : le poids du PCF dans la vie politique des groupes extra-parlementaires et d'extrême-gauche. Les yeux rivés sur ce "monstre froid", toute cette nébuleuse croit encore en la puissance de ce dernier et règle son pas sur les activités des "camarades". Il est vrai que le PCF vit encore pour eux sous l'auréole prestigieuse d'un passé internationaliste et antimilitariste (1). Mais ce ne sont plus là que "neiges d'antan". Certes, le PCF a été l'un des premiers à se lancer en France dans la bataille contre la guerre (2), et ceci d'autant plus volontiers que, face à son déclin et à la paralysie provoquée par son alliance gouvernementale, il n'a actuellement pas grand chose à proposer à ses militants et sympathisants. Or, la crise lui impose, s'il veut conserver un tant soit peu de crédibilité, un certain activisme dans les mobilisations. Le mouvement anti-guerre surgissait à point nommé pour lui permettre d'apparaître et d'exister publiquement et le rappeler ainsi au bon souvenir des socialistes. Côté rue, on mobilise

LES ARMES DE LA FAIM

En 1981, les dépenses militaires mondiales dépassent les 600 milliards de dollars. On compte 25 millions de soldats, 14 millions d'emplois paramilitaires ou civils au service de la défense, 5 millions de travailleurs dans la production des armes, et près de 500 000 scientifiques (c'est-à-dire un sur trois) qui travaillent pour la production militaire.

En drainant de telles énergies vers un secteur improductif, le capital détourne massivement des richesses qui, à l'heure de la crise, seraient nécessaires à la satisfaction de besoins sociaux. Il est également clair pour tous que des liens étroits de cause à effet unissent surarmement et sous-développement.

Stopper la course aux armes, c'est aussi imposer que ce budget soit investi socialement dans des équipements collectifs civils, que des plans de reconversion industrielle soient élaborés pour en finir avec les industries de la mort.

donc, alors que côté pouvoir, le PCF vote au printemps 1983 la loi de programmation militaire, et que lorsque Mitterrand déclare devant le Bundestag (janvier 1983) : « *Qui-conque ferait le pari sur le découpage entre le continent européen et le continent américain mettrait, selon nous, en cause l'équilibre des forces et donc le maintien de la paix.* », Marchais s'empresse de déclarer à la presse qu'il est « *d'accord sur le fond* » !

QUAND LA NOUVELLE GAUCHE N'A PAS D'AVENIR

TROISIEME frein : la gauche s'est parfaitement coulée dans le moule fondu par De Gaulle et dans la réussite de ce dernier en ce qui concerne la force de frappe nationale. Aujourd'hui entrée dans les consciences, elle entraîne une acceptation massive du fait nucléaire, renforcée par l'échec de l'opposition écologiste aux centrales "civiles". Ces données se doublant du renforcement d'une idéologie de l'indépendance et de la défense des "valeurs démocratiques occidentales", deux options qui font des ravages dans les rangs de la "nouvelle gauche" et dans les crânes creux des nouveaux philosophes.

L'enjeu de la période de tension que nous vivons actuellement, c'est la consolidation du système des blocs, la définition et la mise en œuvre d'un nouveau partage du monde. Alors, lorsque certains "gaucho-pacifistes" parlent d'indépendance nationale, ils semblent oublier que celle-ci, dans le cadre d'un marché capitaliste international, est d'une part radicalement impossible à concrétiser, et que, d'autre part, elle ne débouche que sur la défense de la société telle qu'elle est et de son représentant "légitime" : le pouvoir. La thèse "neutraliste" est dès lors impossible à mettre sur pied même d'un simple point de vue réformiste. Tout pays important qui l'appliquerait se retrouverait automatiquement rejeté vers l'un ou l'autre bloc, dans la mesure où les données économiques interdisent toute "troisième voie" depuis le basculement des pays sous-développés et l'échec du tiers-mondisme.

Certes, l'idée d'indépendance contient une critique positive de la théorie des blocs, mais fondamentalement elle renforce l'inter-classisme de la défense nationale et rejoint l'utopie meurtrière de l'Union sacrée. Témoin, entre autres, des conséquences néfastes d'une telle croyance, le MAN qui réclame au gouvernement la création d'un institut d'études "pour une autre défense". Indépendance et défense nationale sont les deux erreurs qui ont coûté cher au mouvement anti-guerre français, l'empêchant de poser les problèmes dans une perspective de remise en cause sociale.

Car si la paix constitue l'objectif essentiel d'un tel mouvement, il s'agit aussi de savoir ce que l'on veut défendre. Rappelons ici pour mémoire les questions très légitimes que se posait il y a peu l'un des rédacteurs de la défunte revue "Tumulte" : « *L'élaboration d'une politique de défense "nationale" pré-suppose la certitude d'un certain "consensus national" autour de quelque chose à défendre. Les deux termes à mon avis font problème : "consensus" parce qu'il a une connotation de paix sociale ; "national" parce qu'il ne prend en compte ni la question des minorités "intérieures" ("minorités nationales" et travailleurs immigrés), ni la structure impérialiste d'une partie de l'économie fran-*



EST : LES DISSIDENTS ET LA GUERRE

L'URSS se trouve confrontée à une crise majeure de son empire. Conséquence : la situation en Pologne, par exemple, est une garantie bien plus forte de la stabilité en Europe que tous les missiles nucléaires de l'OTAN... Car, le plus puissant mouvement de remise en cause, à l'Est, de la logique des blocs, et donc de la course aux armements, est Solidarnosc.

Mouvement antimilitariste est-allemand. Charte 77, dissidents pour la paix hongrois et soviétiques. Solidarnosc... La liaison avec eux et le soutien sont des exigences vitales pour un mouvement anti-guerre européen conséquent. La force et l'efficacité du mouvement pacifiste sera à la

mesure de sa capacité à créer et entretenir les conditions d'existence de luttes dans les pays de l'Est. Le combat contre la guerre doit en effet se situer spontanément sur le terrain de l'internationalisme.

On trouvera les premiers éléments d'une première compréhension de ces phénomènes anti-guerre de derrière le rideau de fer dans IZTOK, revue libertaire sur les pays de l'Est, 26 rue Piat, 75020 Paris, qui vient de faire paraître un spécial "Guerre et Paix" sur le pacifisme à l'Est, et aussi sur des textes d'Alexandre Skobov, des libertaires polonais, etc.



çaise. "Défendre" aujourd'hui, cela peut signifier en fait consolider l'ordre acquis contre "l'ennemi intérieur" (c'est-à-dire tous ceux qui revendiquent un changement réel), mais aussi, protéger les intérêts de l'impérialisme français qui, pour être secondaire, n'en est pas moins réel et cupide".

LE GEL... DES MOBILISATIONS ?

L'IDÉE de "gel nucléaire réciproque et vérifiable" lancée en avril 1980 par une chercheuse américaine du MITS et repris par la Freeze Campaign, a séduit toutes les couches qui voyaient un danger dans le désarmement unilatéral. On ne s'étonnera donc pas de voir des gens comme Kennedy ou Mac Namara (ancien secrétaire à la défense sous Johnson) soutenir cette idée qui est, à leurs yeux, mieux adaptée aux objectifs impérialistes occidentaux. D'autant plus qu'une victoire sur ce terrain ne déboucherait que sur des négociations inter-capitalistes (d'Etat à Etat), dessaisissant ainsi de leur force de contestation (contre la logique des blocs) les mouvements anti-guerre, les reléguant à un simple rôle de pression politique (et non plus de remise en cause sociale), les transformant en

un "pacifisme institutionnel".

Paradoxalement, les défenseurs français de la thèse du "gel nucléaire" rejoignent ainsi de fait l'idée éminemment étatique d'une paix protégée par un équilibre des forces de la mort. Irréalisme notoire car cet équilibre est rendu impossible par la course sans fin à l'armement (en quantité et en technologie) qui dépend beaucoup plus de données et d'impératifs techniques que d'une volonté politique consciente. La production de guerre est devenue un monde clos qui se reproduit et évolue de par lui-même.

Le seul mouvement non-aligné français, le CODENE, s'était jusqu'ici correctement battu en faveur d'une Europe dénucléarisée et pour la recherche de nouveaux rapports internationaux qui supposaient une solidarité active et égalitaire avec les pays du Tiers-Monde. Or, avec le rassemblement du Larzac cet été, sous la pression de certaines tendances politiques présentes en son sein (notamment le PSU), au nom d'un incertain "réalisme" et avec l'ambition cachée d'être institutionnellement reconnu, et donc crédible, le CODENE a basculé brutalement vers le soutien du "gel nucléaire". Ce virage, décidé par en haut, est lourd de conséquences : il va d'une part gommer les différences essentielles qui le séparaient du Mouvement de la Paix (proche du

PCF) et, d'autre part, freiner les mobilisations de masse en s'en remettant aux marchandages négociés au sommet entre les puissances responsables de la course aux armements. Comme l'écrivent les militants du CLAR de Lyon, partie prenante du CODENE : « ... la campagne lancée ici-même pour "le gel en France et dans le monde" nous paraît d'une grande ambiguïté. Soit il s'agit d'obtenir un arrêt unilatéral de la modernisation de la force de frappe française afin d'obtenir un débat démocratique sur la politique militaire (comme pour le nucléaire civil). Ce serait en effet un premier pas. Mais alors, pourquoi ne pas nous engager dès aujourd'hui clairement dans ce débat contre l'armement nucléaire français ? Soit il s'agit d'une révision en baisse de nos objectifs par un soi-disant réalisme dans le sens d'un désarmement multilatéral, contrôlé et négocié par les grandes puissances. Mais où est le réalisme d'une position qui revient à dire : "Si tout le monde désarmait, il n'y aurait plus d'armes" ? Beau programme pour une mobilisation. Le CLAR estime que le réalisme consiste à expliquer clairement que l'indépendance de la force de frappe française est un mythe sans aucune efficacité militaire, mais dangereux et destructeur ; qu'il faut démanteler l'armement nucléaire français, qu'il faut refuser la politique de Mitterrand-Hernu qui nous implique encore plus dans les plans de l'OTAN se situant dans la perspective d'un conflit nucléaire en Europe. »

L'échéance du 23 octobre (manifestations européennes) permettra de voir plus clairement dans quel sens le mouvement anti-guerre français va porter ses efforts. Cette nébuleuse pacifiste est effectivement traversée par de multiples courants dont l'alliance reste des plus précaires. Cependant, sa force reste, qu'à la différence du mouvement pacifiste des années 50 et 60, il ne s'agit plus d'une mobilisation idéologique. Dans ces années-là des modèles sociaux (FNL vietnamien) faisaient écran à une lutte d'action directe menaçant les pouvoirs en place. Aujourd'hui, on est devant une force européenne qui s'est forgée dans des mouvements de remise en cause de la société (féminisme, écologie, antimilitarisme...). Rompant avec les cadres politiques traditionnels, il peut, dans une certaine mesure, aider à la transformation sociale. A condition qu'il poursuive sa lutte pour affaiblir le système des blocs, qu'il garde conscience que les complexes militaro-industriels sont des cellules-clés du système, et qu'en France, il s'attaque directement au système préconisé par la gauche. Agir contre les sites (Taverny, Mont-Verdun, Albion), refuser la modernisation de la force stratégique française et son programme nucléaire, stopper les essais de Mururoa, imposer un désarmement unilatéral, renouer avec l'antimilitarisme et l'internationalisme en "déshonorant" la guerre et en s'opposant aux interventions guerrières au Tchad, au Liban... En un mot, porter le mouvement anti-guerre au cœur du terrain social français.

(1) En particulier avec la création en 1949 du Mouvement de la Paix qui, dès 1950, fera signer par 50 millions de personnes dans le monde, dont 13 millions en France, son appel de Stockholm pour un désarmement général.

(2) D'abord seul et avec des gaffes "alignés" sur Moscou (décembre 1979 : manifestation contre les missiles américains à l'appel du PCF et de la CGT), puis par l'intermédiaire de son Mouvement de la Paix (octobre 1982 : 25 000 personnes à Paris).



EXTRAIT DE TRACT :

EN tant qu'antimilitaristes, nous luttons, bien évidemment contre l'implantation et l'existence des euromissiles : NI MISSILES FRANÇAIS, NI SS 20, NI PERSHING !

APRÈS LE GEL, LE DÉGEL ?



AL'HEURE actuelle où le gouvernement français décide de renforcer l'armement nucléaire (missiles Hadès, 7^e sous-marin nucléaire, bombe à neutron...) ; à l'heure où la France s'aligne de plus en plus sur les positions de l'OTAN, renforçant ainsi la politique des blocs et donc les risques de guerre, peut-on dénoncer les missiles américains et soviétiques tout en ignorant la force de frappe française ? **NOUS DEVONS D'ABORD BALAYER DEVANT NOTRE PORTE !**

Il est bien entendu important d'arrêter l'extension et la modernisation de l'armement nucléaire. Mais pour qu'une nouvelle fois au gel ne succède pas le dégel, nous devons poursuivre le seul objectif réaliste : le démantèlement total de l'armement nucléaire, non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier.

Le nucléaire n'est que la partie visible de l'iceberg militaire. Les conflits qui se déroulent actuellement (Tchad, Liban, Irak-Iran, Afghanistan, Salvador, Nicaragua...) prouvent amplement que le nucléaire n'est pas le seul arsenal de guerre. La France, troisième marchand d'armes (premier par tête d'habitants) a une responsabilité directe dans ces affrontements, responsabilité encore accrue par l'augmentation des ventes d'armements depuis deux ans. Partout dans le tiers-monde, sous prétexte de maintenir l'emploi et pour le plus grand profit des marchands de mort, **ON TUE FRANÇAIS...**

La préparation de la guerre passe aussi par un renforcement de l'embrigadement de la population et de la militarisation du territoire. Est-il concevable de construire un mouvement anti-guerre efficace sans résister à cet embrigadement et à cette militarisation ?

En tant qu'antimilitaristes, nous répondons négativement à cette question. Et pour cela nous avons lancé l'an dernier un vaste mouvement d'opposition au protocole Hernu-Savary, signé le 23 septembre 1982, qui vise à faire entrer l'armée dans l'école. Il est important de poursuivre cette lutte et de se mobiliser contre l'accord armée-culture du 24 mai 1983.

Nous continuons à nous opposer à l'achat de terres par l'armée (par exemple, 180 hectares à Hardanges, en Mayenne). Nous refusons toujours d'effectuer un service national, qu'il soit civil ou militaire, au nom d'une défense de valeurs et d'intérêts qui nous sont étrangers.

**PAS UN SOU, PAS UNE FEMME,
PAS UN HOMME POUR LA GUERRE !**



Union Pacifiste (Annonay), CLO-Gala groupe d'animation et de liaison antimilitariste (Toulouse), CHAR collectif de harcèlement antimilitariste rennais (Rennes), Objection collective (Tours), Objection en monde rural (St-Héand), GAM groupe antimilitariste (Reims), COS coordination des objecteurs des Strasbourg (Strasbourg), CAIO Comité antimilitariste insoumission objection (Paris), LAMY liaison antimilitariste des Yvelines (Meulan), COAT collectif des objecteurs et des antimilitaristes tarnais (Albi), COR collectif objection (La Roche-sur-Yon), COME (Auxerre), GERONIMO (Gif-sur-Yvette).

TCHAD :

Prétextant les accords de coopération de 76 et l'intervention lybienne, la France s'est engagée, cet été, dans une nouvelle entreprise néo-coloniale au Tchad. Mitterrand voudrait jeter un voile pudique sur les lourdes responsabilités de la France dans le conflit tchadien.



LE BOURBIER COLONIAL

Le Tchad est un vaste territoire (deux fois et demi la France) où ses 4,3 millions d'habitants, divisés en groupes ethniques et religieux, parlant pas moins de 169 langues et dialectes. Des différences sur lesquelles la France coloniale n'a cessé de jouer, en les exacerbant, pour mieux régner. Les frontières de l'Etat tchadien, tracées au cordeau et fixées par l'accord franco-britannique de 1899, divisant des unités territoriales et des peuples, ne correspondent bien évidemment à rien si ce n'est aux intérêts des métropoles colonialistes. Rien de bien surprenant là-dedans, ni dans l'existence de nombreux problèmes frontaliers aussi bien avec la Lybie (1) qu'avec le Soudan, le Centrafrique, le Nigéria et le Niger.

LE MODÈLE JACOBIN

La France a imposé, comme partout ailleurs, son propre modèle idéologique de l'Etat-Nation, jacobin et centralisateur. Mais ce n'est pas en la proclamant que l'on crée une unité nationale. Il n'y a rien de commun entre les populations nomades musulmanes, vivant de l'élevage dans un Nord désertique et montagnoux et celles, sédentaires, à majorité chrétienne ou animiste, des plaines du Sud, vivant de la monoculture du coton imposée en 1932 au plus grand profit de la métropole française.

C'est à un représentant du "Tchad utile" du sud que la France a remis le pouvoir central en 62 et contre lequel s'est dressée la rébellion du Nord, ouvrant un cycle de lutte armée qui se poursuit depuis 17 ans.

De par sa situation géographique charnière entre le Maghreb et l'Afrique noire et de par ses ressources minières non encore exploitées (2), le Tchad ne pouvait que faire

l'objet de visées impérialistes et expansionnistes. Les diverses fractions politico-militaires qui s'affrontent ne reposent en rien sur des forces sociales aux intérêts antagoniques. Elles ne sont que les représentants "autochtones" des différents tuteurs en lutte pour la domination du Tchad. C'est là un élément essentiel pour saisir la réalité de la guerre civile : les populations auxquelles on n'a jamais donné la parole la subissent aussi bien financièrement (plus de la moitié du budget est consacré à la guerre) que physiquement (de la prise d'otages à l'extermination).

UN COMBAT DE COQS

Si De Gaulle et Pompidou ont porté, à bout de bras, le Président François Tombalbaye, Giscard lui a préféré le militaire de carrière, ancien d'Indochine et d'Algérie : le général Félix Malloum qui accédait au pouvoir en 75 à la suite d'un putsch auquel ont assisté, impassibles, les paras français présents à N'Djamena. Mais dès lors que son protégé a eu l'affront de demander le retrait des troupes françaises, la France a changé de poulain, propulsant Hissène Habré sur le devant de la scène (3). Et c'est toujours sous le regard bienveillant de nos "petits gars" que celui-ci, devenu Premier Ministre de Malloum, chassera ce dernier du pouvoir en le contraignant à s'exiler...

Si les accords de Kano (Nigéria) signés le 23 mars 79 par 11 tendances tchadiennes réunies sous les auspices de l'OUA débouchent sur la création d'un Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), ce bel élan unitaire ne fera pas long feu. Prétextant un rapprochement du président du GUNT, Goukouni Oueddeï, avec la Lybie, le Ministre de la Défense, Hissène Habré reprend le maquis

avant de s'exiler au Soudan.

C'est donc avec Goukouni Oueddeï au pouvoir, soutenu par les 10 autres tendances et avec une présence lybienne au Tchad au terme d'un accord de défense, que Mitterrand accédait à la magistrature suprême le 10 mai 81. Il allait le recevoir à grandes pompes à l'Elysée et obtenir de lui, à l'occasion de l'ouverture du sommet franco-africain de novembre 81, la demande de retrait des troupes libyennes. Ainsi "remerciée", la Lybie retirait précipitamment ses troupes avant



Colonne de blindés français montant vers Salal.

l'arrivée du premier contingent de la force interafricaine. Ce vide militaire était immédiatement mis à profit par Hissène Habré qui reprenait le pouvoir en juin 82 grâce au soutien logistique soudanais et financier de la CIA.

On relevait déjà, à l'époque, un fait troublant : malgré l'accord de coopération de 76, la France socialiste ne livra que très tardivement les armes demandées par Goukouni Oueddeï. Avait-on déjà, à Paris, décidé de jouer la carte Hissène Habré ?

DES INGÉRENCES TOUS AZIMUTS

Pour les deux "parrains" aujourd'hui empêtrés dans l'imbrroglio tchadien, ce pays revêt une importance de taille.

Outre ses potentialités économiques et minières, le Tchad reste un maillon essentiel dans la tentative française de maintenir ses relations néo-coloniales avec les anciens pays de l'Afrique francophone. Pour sa part, si Kadhafi ne crache pas au bassinnet que représente l'uranium situé dans la bande d'Aouzou, l'essentiel est ailleurs. Le Tchad est pour la Lybie doublement crucial : aussi bien pour empêcher son encerclement par des pays pro-américains (ce qui serait le cas avec le maintien d'Hissène Habré au pouvoir) que pour son projet expansionniste du "socialisme islamique" en direction de l'Afrique subsaharienne.

Le combat de coqs que se livrent depuis 80 les deux frères désormais ennemis (4) n'est pas de nature à satisfaire les deux "parrains" : le pro-américanisme de Hissène Habré menace les intérêts français dans le maillon le plus faible de sa chasse-gardée et Goukouni Oueddeï n'est pas si pro-lybien que ça. L'offensive du GUNT reconstitué sur Faya-Largeau le 24 juin dernier aurait visée, au départ, à contraindre N'Djamena à négocier. Et si Mitterrand a quelque peu tardé à répondre aux appels de détresse de Hissène Habré, ce n'est certainement pas par crainte d'être accusé de néo-colonialiste. D'abord parce que le Président français n'a plus rien à

cacher en la matière depuis la guerre d'Algérie ; ensuite parce que acculer N'Djamena à négocier n'était pas, a priori, une mauvaise chose pour Paris.

Mais l'intervention des Etats-Unis, indirectement par Soudan et Egypte interposées, et directement par les crédits débloqués ont eu le double effet escompté par Reagan : pousser la Lybie à intervenir directement et, par voie de conséquence, forcer la main à Mitterrand.

L'organisation de l'opération "Manta" est venue rappeler à qui pouvait encore en douter que Mitterrand assume pleinement l'héritage de la droite : respect des engagements pris en 76 par l'ancienne majorité (que l'on reconnaît avoir même largement "honorés") et politique strictement présidentielle en Afrique (à aucun moment on n'a consulté le Parlement ni convoqué de Conseil des ministres). Nos 180 "instructeurs" ont vite atteint le nombre de 3 000 qui se retrouvent aujourd'hui aux côtés des 2 500 paras fournis par le Zaïre ainsi qu'un continent centrafricain. Les déclarations officielles annonçant que l'on passe le relai à l'OUA ne peuvent faire illusion : en son sein, les diverses puissances poursuivront la défense de leurs intérêts par pays alliés interposés et la solution proposée ne sera la résultante que des tripotillages réalisés sur le dos des peuples de l'Etat tchadien.

La seule véritable issue devra passer par le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Pour l'heure, il s'agit d'obtenir le retrait de **toutes** les forces d'occupation et, en ce qui nous touche directement, le retrait des troupes françaises.

Paul Astin

(1) Qui occupe la bande d'Aouzou depuis 73 au nom d'un traité franco-italien signé par... Laval et Mussolini !

(2) Le Tchad serait riche en uranium, pétrole, or, diamants...

(3) C'est l'affaire Claustre qui permet de fournir à H. Habré des armes et de l'argent sous couvert de rançon, tout en lui donnant une notoriété internationale.

(4) Les Toubous, auxquels appartiennent H. Habré et G. Oueddeï sont divisés entre Tedas et

Dazas. Ainsi le Teda Oueddeï, fils du chef couturier Toubou, membre du clan Tomagra, s'affrante au Daza Habré, membre du clan Ankar.



L'UNION SACRÉE

A la recherche d'un consensus national depuis son élection, Mitterrand l'a enfin trouvé sur la question tchadienne.

A droite, on approuve sans détours, en regrettant toutefois le retard de la décision, tout comme le fait le PFN.

A gauche, le PS, la CFDT et FO ont applaudi des deux mains. Et si des critiques timides ont été émises au départ par le PSU (regrettant l'intervention) ou le PC et la CGT (la condamnant tout en réclamant le retrait des troupes françaises), elles ont rapidement été sacrifiées sur l'autel de la solidarité gouvernementale. Pour leur part, les intellectuels de gauche unissaient leurs plumes à celledécoudre avec Kadhafi (voir les écoeuvantes déclarations de Montand, Glucksman and co).

Seules l'extrême-gauche trotskyste s'est immédiatement prononcée contre la politique de la canonnnière, mais pour ne réclamer le retrait que des seules troupes françaises, histoire de se démarquer "à gauche" du PC sans pour autant le lâcher.

Il faut bien en convenir, les non-alignés (libertaires ou proches) se retrouvent désespérément seuls... et, hélas, peu nombreux !



AU PAYS DU MENSONGE

DÉCONCERTANT

Près de deux ans d'état de guerre, arrestations, répression quotidienne et sournoise, mises en scène de normalisation, planification de l'absurde, nouveaux déguisements pour le pouvoir, procès politiques : voilà l'arsenal déployé pour museler le peuple polonais, le faire oublier de l'histoire et du grand-frère. De quoi sombrer dans un profond pessimisme. Et du pessimisme à l'oubli... il n'y a qu'un pas... que nous ne pouvons franchir.

22 juillet : Cracovie. Commémoration de la "libération" de la Pologne en 1945 : les rues sont désertes. La fête est sinistre ; les flons-flons du Parti et les groupes folkloriques en quête de spectateurs n'attirent guère que quelques militaires en permission. Il y avait plus de monde ce jour-là devant les prisons, dans l'attente d'une libération des prisonniers, que dans les fêtes du pouvoir. Et quand le même jour, Jaruzelski annonce la dissolution du WRON (junte militaire), il faut être PDG d'une banque étrangère pour y prêter attention ! Les Polonais sont habitués aux déguisements successifs.

Et que dire de ce pouvoir qui, un mois après tous ses discours lénifiants et la levée

de l'état de guerre, est contraint d'arrêter 1 500 personnes (selon ses dires), suite aux manifestations de commémoration des accords de Gdansk ? Il faut bien maîtriser le double langage et la langue de bois pour oser mettre en scène la reddition de clandestins (cas Hardek de Cracovie) alors que personne spontanément ne le croit et qu'en même temps débute les procès politiques et notamment ceux du KOR. Mais selon la vieille technique qui a fait ses preuves, c'est l'espoir qu'il en restera toujours quelque chose... il n'y a pas de fumée sans feu.

Manque de chance, les recettes staliennes ne fonctionnent pas toujours. Elles supposent un vide politique, social, culturel, l'absence d'une communauté autre que la famille dans laquelle se reconnaître. Et en

Pologne, ce vide sociologique, caractéristique d'une société muselée et coupée de l'Etat et de ses appendices, se remplit. Le pouvoir ne peut empêcher une activité culturelle clandestine intense : récemment il interdit même une pièce de théâtre d'une troupe ayant pignon sur rue. Son titre : "Paranoïa" ! Il ne peut empêcher l'existence de Solidarność qui a quitté en partie la rue pour se reconstruire dans les entreprises : environ 180 entreprises ont une structure de Solidarność clandestine ; il n'est pas rare de trouver des grandes entreprises où 90 % des travailleurs paient leur cotisation au syndicat alors qu'ailleurs c'est 30 % à 70 %. Solidarność, qui ne rêve plus d'une grève générale à courte échéance, mais qui travaille à la construction d'une société clandestine, rempart contre l'absurde et la déchéance totalitaire.

Mais, me direz-vous, qu'est-ce qu'un pouvoir totalitaire qui n'a pu briser ces ressorts si précieux de l'individu et de la société ? Qu'est-ce qu'un pouvoir qui ne peut empêcher la prolifération de symboles qui ne sont pas là simplement pour sublimer la souffrance nationale ou nourrir des illusions messianiques, mais bien pour affirmer la référence à la société polonaise de 1980-1982 ?

Eh bien, c'est un pouvoir qui n'a pu tuer Solidarność dans les esprits si bien que tout acte de résistance, si petit soit-il, se trouve une référence collective.

C'est un pouvoir totalitaire fissuré. Et le totalitarisme vit mal avec des lézardes.

Mais c'est un pouvoir qui a le temps dans son jeu.

Geneviève AZAM

CHILI :

"Y VA A CAER"**(IL VA TOMBER)**

Lâché par de vastes secteurs de sa propre base sociale, Pinochet est au bord du gouffre. "Il va

tomber", ça ne fait plus de doute (ou presque). Il s'agit, sans plus tarder, de préparer "l'après-Pinochet".

Si le putsch militaire du 11 septembre 73 fut justifié au niveau idéologique, par la nécessaire lutte contre la "gangrène marxiste", c'est surtout la politique économique de l'Unité Populaire qui était ouvertement mise en cause. Dès le départ, Pinochet tenta de légitimer son régime par l'économie. Et, de fait, le livre du couple Milton et Rose Friedman fut un véritable best-seller : "la liberté de choix" devenant le livre de chevet obligé des dirigeants chiliens, gagnés aux thèses monétaires des **Chicago boys** chargés de les expérimenter au Chili.

Même si l'on ne céda pas les principales mines de cuivre au secteur privé, le modèle économique chilien fut longtemps considéré comme le plus conforme à la politique ultralibérale. La prospection et les nouveaux gisements de cuivre furent confiés aux firmes étrangères : les 2/3 des terres jadis cédées aux coopératives furent vendues aux enchères : plus de 500 entreprises furent privatisées et on alla jusqu'à dénationaliser le système éducatif, les enseignants devenant des "employés municipaux".

LE "MIRACLE ÉCONOMIQUE" CHILIEN

De 76 à 80, le Chili a vécu une véritable frénésie consumériste rendue possible par les premiers succès de la junte en matière économique : une croissance atteignant des taux records (1) ; une inflation, vertigineuse sous Allende (508 % en 73) ramenée à des taux "européens" (11,1 % en 81) ; développement spectaculaire du système de crédit. Les classes moyennes accédaient par la grande porte à la "société de consommation", en remerciement à son soutien inconditionnel au coup d'Etat...

Mais la crise économique est venue frapper le pays de plein fouet au cours du second semestre 81. Le taux de croissance chutait au niveau zéro. L'énorme endettement aggravé par la hausse des taux d'intérêt américains accablaient petits commerçants et patrons à la faillite : les entreprises ferment à un rythme annuel de 500. Du coup, les deux piliers essentiels du "miracle" chilien étaient fortement ébranlés. Le cuivre, principal produit d'exportation, voyait son cours baisser sous les coups de la double découverte de nou-

veaux gisements et de minéraux de substitution. Le bâtiment croulait à son tour : pas le moindre chantier en perspective et baisse vertigineuse des ventes... A Santiago où 30 % des habitants sont sans logement et où 300 000 personnes vivent dans les "poblaciones" (bidonvilles), on assiste à l'édifiant spectacle de cités résidentielles fraîchement terminées qui ne trouvent le moindre acquéreur et se délabrent de jour en jour !

Adieu le monétarisme ! A ce fiasco économique qui contraignait l'Etat à tenter de sauver 9 groupes bancaires, à lancer des "Programmes d'Emploi Minimum" (PEM) et autres "Plans d'occupation des chefs de famille" (POJM) est venu s'ajouter le krash financier de janvier dernier. Le gouvernement est obligé de fermer tous les établissements en cessation de paiement et assiste, impuissant, à une massive évasion de capitaux. Les rats quittent le navire...

En un rien de temps, la base sociale du régime s'est effritée. Les quelques agriculteurs, industriels et entrepreneurs qui ont échappé, à ce jour, à la faillite se retournent aujourd'hui contre Pinochet et la politique économique de la junte. Les classes moyennes, ruinées, poussées vers la prolétarianisation, voire le lumpen-prolétariat (2) découvrent brutalement ce que fut le lot quotidien de la classe ouvrière depuis l'arrivée de Pinochet.

L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER

Il va sans dire que ce sont les travailleurs qui ont supporté tout le poids du "miracle économique". Durement touchés par la sauvage répression qui a succédé au putsch, privés de toute couverture sociale à la suite du démantèlement de la Sécu, livrés pieds et poings liés au patronat, les années 73-78 les plongèrent dans la nuit noire du fascisme. Le moindre mouvement revendicatif était interrompu sèchement avec son convoi de licenciements massifs et la plus minime tentative d'organisation, bestialement réprimée.

Dans ces conditions, la totalité des organisations politiques et syndicales furent littéralement balayées entre 73 et 76. La Centrale Unique des Travailleurs (CUT), en exil ou dans la clandestinité, perdit toute influence

réelle ; le PC, le PS et l'extrême-gauche se repliaient sur eux-mêmes. Seul le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR), suivant au pied de la lettre ses théories castristes, tenta une suicidaire fuite en avant, se lançant dans une lutte armée qui déboucha rapidement sur la disparition de ses militants. L'année 76 marqua la totale élimination des noyaux résistants qui avaient survécu au putsch.

Il faudra attendre 1978 pour voir les travailleurs relever la tête, profitant de la brèche ouverte par le "plan sur le travail". On autorisait la constitution de sections syndicales d'entreprise divisées en 3 collèges (ouvriers, employés, cadres) tout en interdisant leur coordination. Malgré les limites certaines de cette législation du travail, elle permit l'apparition d'organisations syndicales autonomes qui furent, pour l'essentiel, le fait des "nouvelles générations", celles des Chiliens ayant 10-20 ans lors du coup d'Etat.

Parallèlement, les anciens partis de l'Unité Populaire étaient frappés par une profonde crise idéologique et théorique. L'apparition de l'eurocommunisme, la découverte de la nature du "socialisme réel" faisaient éclater les partis de l'U.P. qui allaient bientôt devoir affronter les événements d'Afghanistan et de Pologne, accélérant leur décomposition...

Le PS se scinda en de multiples tendances, de même que le Mouvement d'Action Populaire Unifié (MAPU). Seul, le PC reste debout mais fortement ébranlé par de profondes dissensions internes, essuyant un échec cuisant sur toute sa ligne politique : impossibilité de reconstruire l'U.P. ; refus de la démocratie-chrétienne de répondre à ses appels d'alliance.



Les années 78-80 seront marquées par l'émergence de mini-organisations et de cercles de réflexion. Un vaste éventail de tendances allant des groupes "théoriciens" à ceux qui se prononçaient pour la reconstruction du nième parti léniniste. La période est également féconde en nouvelles formes d'organisations sociales, de base, dans les "poblaciones" et leur coordination avec les structures syndicales naissantes. Ce sera, de fait, la rupture entre ce vaste mouvement politico-social ayant tiré les leçons de l'U.P. et développant des thèses antiléninistes, antiautoritaires, d'une part et les vieux partis d'autre part, empêtrés dans une reconstruction par le haut des anciennes organisations (dont le CUT).

C'est dans ce contexte de résurgence du mouvement ouvrier et social qu'il faut replacer la création du groupe "Pensée et Action Socialiste" en 79 ainsi que le Comité de Défense des droits syndicaux (CODES) en 81, dans lesquels les libertaires jouent un rôle moteur (3).

"SI SOMOZA EST PARTI, QUE PINOCHET PARTE AUSSI"

Le caractère massif (et interclassiste) de l'opposition à Pinochet a éclaté lors de la première journée de "protestation civique" du 11 mai dernier et s'est amplifié au cours des 4 journées de "protesta" qui se sont succédées en juin, juillet, août et septembre. La junte est lâchée par de vastes secteurs de la bourgeoisie et même des forces armées. Les USA, qui soutenaient récemment encore le régime, l'on contraint à une "ouverture" qui s'est caractérisée par l'entrée de 13 civils (au lieu de 9) dans le gouvernement. En fait de symbole, Pinochet a offert le

Ministère de l'Intérieur et le poste réel de Premier Ministre à l'ex-dirigeant du Parti Nazi Chilien, Sergio Onofre !

L'alternative politique de rechange est à pied d'œuvre. La Démocratie Chrétienne (DC), exception faite d'un secteur minoritaire séduit encore par Pinochet, organisait en août dernier l'Alliance Démocratique avec la droite libérale, les radicaux, la social-démocratie et le secteur socialiste le plus droitier (PS-Altamiro). A défaut d'être admis dans cette coalition bourgeoise, le PC la soutien de l'extérieur tout en construisant un front commun avec le PS-Almeyda (prosoviétique), le MAPU, le MIR et la Gauche Chrétienne (IC).

Même si une tentative sanglante de sauver le régime n'est pas à écarter, le plus probable reste, à court terme, la chute de Pinochet et une alternative de centre-droit. Les travailleurs seront alors appelés, à nouveau à faire ceinture au nom du "redressement national" et les courroies de transmission syndicales (4) tenteront de le museler.

Dans cette perspective, il convient de préparer activement l'après-Pinochet en renforçant les organisations syndicales et politico-sociales, autonomes et de classe, qui ont vu le jour ces dernières années au Chili.

Juan Hernandez

(1) En 76, elle était de 3,5 % sautant à 9,9 % l'année suivante pour retomber à 6,5 % en 80.

(2) Les petits jobs précaires, voire l'assistantat du PEM et du POJH.

(3) Voir Agora, n° 6 et 16.

(4) L'Union Démocratique des Travailleurs (UDT) à dominante DC, la Coordination Nationale Syndicale (CNS), à direction bicéphale DC-PC et la CUT historique à dominante PS-PC.



TUTTI FRUTTI

CERTAINS ONT EU CHAUD...

Le film vous le connaissez : la nuit du mercredi au jeudi premier septembre, au-dessus de l'île de Sakhaline, un Boeing sud-coréen, avec 269 passagers à son bord, explose sous le feu de l'aviation soviétique.

La presse se déchaîne alors, les révélations se multiplient, les contreverses alimentent tous les propos. Entre-temps, un avion espion américain apparaît sur l'événail des hypothèses. Reagan, au comble de l'émotion, proclame pour la énième fois son anti-communisme, jape sur la table et rentre chez lui. Andropov, met deux jours à comprendre et se refuse à dire que ses avions se sont trompés de cible. Finalement on en saura autant que lorsque la Caravelle d'Air-France, il y a quelques années, s'était abîmée en mer non loin de la Corse. Ce n'est que bien plus tard que l'on apprit, est-ce officiel, qu'il avait, en plein vol, croisé un missile bien français.

Le Boeing a fait la une de tous les journaux mais avec le temps, même l'émotion de Cheysson s'est estompée.

Certains, ont cru, alors, à la possibilité d'un conflit mondial. Mais, ni les Etats-Unis ni l'URSS n'ont besoin d'un prétexte à la guerre puisqu'ils la mènent déjà partout dans le monde. Un quelconque Folamour ne fait plus le poids, face aux impératifs des complexes militaro-industriels des "Grands". Et ceux-ci ne sont pas prêts de laisser au hasard et la forme du conflit et son déclenchement.

Il est tout de même intéressant de voir que, la même semaine, l'avion détourné de Genève vers l'Iran est arrivé à bon port, sans trop d'encombre pour les passagers. Le terrorisme des puissances atomiques est nettement plus radical que celui pratiqué par certains groupes.

POÈTE ET JAMAÏCAIN

Michael Smith, poète jamaïcain, est mort le 24 août, peu après son transfert à l'hôpital, des suites de jets de pierres sur sa personne.

Lapidé ! par des gun-men du jamaïcain Labour Party de Edaurd Seaga, Premier ministre de la Jamaïque... La veille, il était intervenu d'une façon remarquée à la conférence de presse du ministre de l'Education, Mme Davis Gilmaur. Il avait des choses à dire : celles qui remplissaient ces "dubs poetry", où il s'exprimait et revendiquait la réappropriation et l'identité du "patois" (créole jamaïcain) et ses préoccupations immédiates, de la misère et de l'injustice sociale.

Il était avec LKJ (Linton Kwesi Johnson) celui qui avait fait d'une sale manie, un art.

La poésie en dub de Michael Smith reprenait le style commentateur sur fond sonore, des deejays, pour y faire fusionner la poésie "des paroles de la rue sur le rythme des gens".

Son art, il l'avait mis au service — par opposition à la langue de la reine — de la langue du peuple jamaïcain. Ses thèmes décrivaient la réalité jamaïcaine avec subtilité et vigueur, et révélaient un attachement forcené au réel de la vie et des "petites" gens.

Mardi 23 août, il s'était attaqué à l'école, peut-être encore de cette façon : « L'enseignement, ici, inculque aux enfants la honte d'eux-mêmes. On leur fait honte de ne pas parler l'anglais de la reine. On leur apprend des poésies victorienne qui parlent de paysages enneigés et de belles dames qui se pâment : négation de la réalité qui les entoure, négation de leur langage et de leur identité ! On fait de la poésie un instrument d'oppression ».

Avec la mort de Michael Smith, ce sont les racines de la conscience d'un peuple déraciné que l'on veut encore détruire, par l'école ou par le meurtre. « Youtman dem search in de / crevice and corners / fi dem roots... / some a sei which / Roots when de only / roots dem can trace / start wid dem mudder / and end / wid grandmudda... »

Les jeunes ils cherchent leurs racines dans les coins et les recoins... Mais y'en a qui disent quelles racines ? Quand les seules qu'ils connaissent commencent avec leur mère et finissent avec leur grand-mère ?)

L'HUMANISME RÉVOLUTIONNAIRE A LA CHINOISE

Dans la montagne chinoise, un refuge cerné par la police. Tout à coup, les frères Wang sortent, armes au poing. Ils sont abattus, criblés de balles.

Non, ce n'est pas le remake de "Butch Cassidy et le Kid" version Hong-Kong, mais l'élimination de deux grands criminels en Chine populaire. Ils ont rejoint les quelques milliers de délinquants exécutés, publiquement, d'une balle dans la nuque à la suite de procès sommaires.

La "terreur" s'installe en Chine. On a compté 61 exécutions, le 8 septembre, dans la ville de Chongqing, en plus des incarcérations pour rééducation : « Il faut porter des coups sévères aux criminels de droit commun, afin de préserver les droits du peuple : tel est le véritable humanisme révolutionnaire ».

En effet, la délinquance a décuplé en Chine, depuis 1976. Phénomène directement lié aux millions de jeunes en "attente d'affectation", c'est-à-dire au chômage, qui ont perdu toute confiance dans les bons vieux slogans du Grand Timonier.

Mais cette campagne de terreur sert aussi à camoufler une chasse aux opposants au Parti Communiste qui, tout en se défendant de mener une répression politique, pratique l'amalgame en affirmant que ces « jeunes voyous sympathisent avec les démocrates contre-révolutionnaires. Ils n'ont pas su tirer les leçons des dix années catastrophiques de la Révolution Culturelle et continuent de jouer les anarchistes, les libertaires, les nihilistes ».

Malheureusement, il est à craindre que cette sauvage répression ne s'aggrave lors de la future "campagne de rectification" prévue pour l'automne par Den Xiaoping et ses partisans.

A.C.

MITTERRAND DÉCLARE LA GUERRE A KHOMEINI

C'est à Chirac que l'on doit les excellentes relations entretenues par la France et l'Irak. De retour d'un voyage à Bagdad en 75, il sortait de sa valise des contrats à foison : travaux publics, services, commerce, centrales nucléaires et vente d'armes. Et lorsque, en septembre 80, l'Irak décidait d'envahir l'Iran, si Giscard exprima son désaccord il n'en livra pas moins le matériel guerrier demandé...

La gauche au pouvoir assume pleinement l'héritage. Sous prétexte de ne pas laisser perdre les 35 milliards de francs investis en Irak, la France resserre ses liens privilégiés et accepte de renégocier la dette tout en accueillant favorablement la commande de Super-Étendard.

Oui, mais voilà ! Bréguet-Dassault ne fabriquent plus ces objets rares. Qu'à cela ne tienne ! En janvier dernier, Mitterrand acceptait le principe d'un prêt qu'il ne restait plus qu'à faire honorer par l'armée. Malgré les grincements de dents, au bout de six mois de tractations et de pressions, l'état-major finissait par céder : on prêterait pour une durée de 2 ans, 5 super-Étendard prélevés sur les 71 dont dispose la

CONNAISSANCE DU MONDE

Quelle est la différence entre un libéraliste occidental et un délinquant oriental ?

Le délinquant oriental est un libéraliste tandis que le libéraliste occidental est un délinquant.

LA CNT (RÉNOVÉE) EN CONGRÈS

Tout comme la CNT-AIT (Congrès de Madrid) a tenu le sien en janvier dernier à Barcelone (voir Agora n° 15), la CNT (Congrès de Valence) organise son VIII^e congrès qui se tiendra à Madrid les 29-30-31 octobre et le 1^{er} novembre prochains. A l'ordre du jour : 3°) Contenus idéologiques de la CNT ; 4°) Face à la situation du monde ouvrier, quel rôle doit jouer la CNT ? ; 5°) Stratégie syndicale ; 6°) Règles de fonctionnement organisationnel ; 7°) La CNT face à la question nationale ; 8°) Situation internationale et relations internationales.

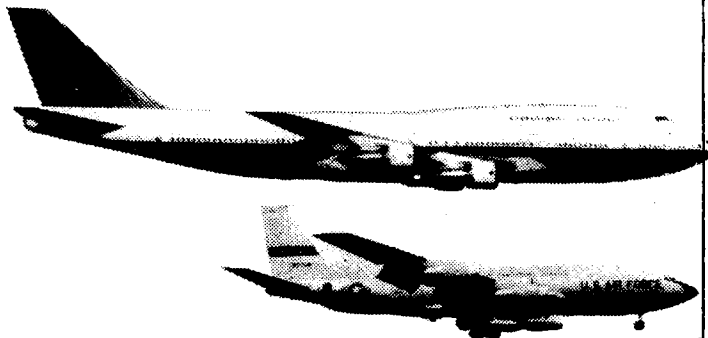
Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le prochain Agora.

défense nationale.

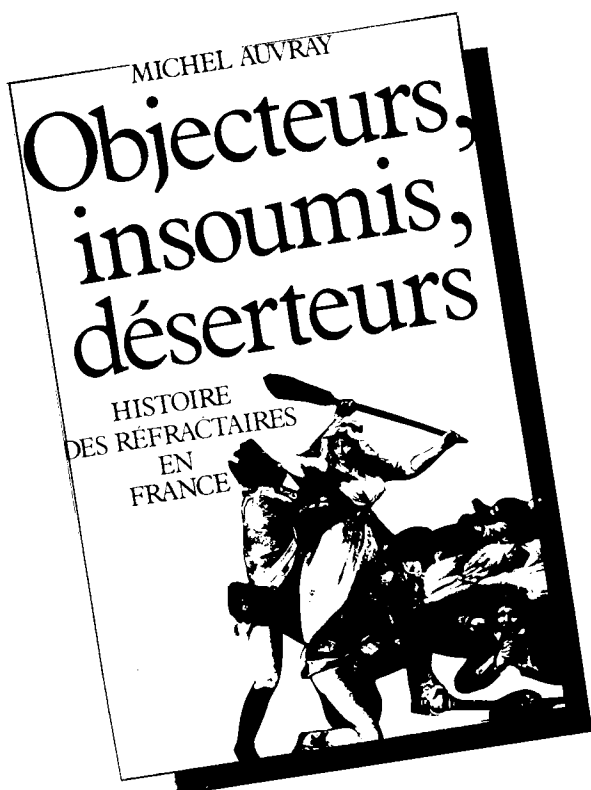
Ainsi, à la grande première française décidée par Giscard en vendant ouvertement du matériel à un pays en guerre, le Président français ajoute sa petite pincée : le prêt de matériel appartenant à l'armée française constitue une véritable prime à l'agresseur et un acte délibéré de cobelligérance envers Khomeini.

Washington, Londres, et Bonn ont déjà fait état de leur profonde inquiétude dans la mesure où l'Irak n'a jamais caché sa volonté d'utiliser les Super-Étendard et leurs Exocet contre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. L'Iran a déjà averti, à plusieurs reprises, qu'une attaque irakienne de ce type entraînerait, ipso facto, le blocage de tout trafic pétrolier dans le Golfe. Le blocus qui toucherait ainsi également l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats Arabes Unis (principaux fournisseurs des USA) serait pour Washington une véritable déclaration de guerre...

Loin d'acculer l'Iran à négocier une paix que son agresseur, aujourd'hui en fâcheuse posture, ne cesse de réclamer, cet prêt menace au contraire d'une nouvelle escalade. Après le Tchad et le Liban, Mitterrand semble décidé à ouvrir un troisième front !



UN LIVRE-ÉVÉNEMENT :



L'HISTOIRE DES RÉFRACTAIRES



BOUQUIN, MODE D'EMPLOI

- 440 pages, format 15,5 x 24, "OBJECTEURS, INSOUMIS, DESERTEURS" est disponible en librairie au prix de 95 F.
- Si des groupes sont intéressés pour diffuser le livre de façon militante, ils peuvent le commander auprès de leur libraire préféré ou, à défaut, au service commercial des Editions Stock.
- Je suis disposé, dans la mesure de mes possibilités, à me déplacer pour présenter le livre autour d'un débat dans une librairie (ou en liaison avec elle). Des rencontres sont déjà prévues dans un certain nombre de villes. Notamment :
 - Paris : fête de Radio Libertaire, le 8 octobre.
 - Le Mans : 24 h du Livre, les 15 et 16 octobre.
 - Toulouse : à l'invitation de la librairie "Ombres Blanches" (local d'Armand Gatti, rue des Lois), le 4 novembre.
 - St-Etienne : librairie Utopia, le 10 novembre.
 - Lyon : librairie La Gryffe, le 12 novembre.
 - Bordeaux : librairie L'En-Dehors, le 3 décembre.
- Cahors, Figeac, Limoges, Mantes-la-Jolie...
- Si vous souhaitez me contacter : Michel Auvray, c/o Editions Stock, 14, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris. En espérant que ce gros bouquin vous sera utile dans nos luttes communes.

Michel AUVRAY

Membre de l'équipe de rédaction d'"Agora", Michel Auvray travaillait depuis plusieurs années à la réalisation d'un fort ouvrage. Nous avons évoqué à plusieurs reprises dans ces colonnes la publication prochaine de son travail historique. C'est enfin chose faite avec la parution d'"Objecteurs, insoumis, déserteurs : Histoire des réfractaires en France" aux Editions Stock (Collection Stock 2).

Michel, qui fut lui-même objecteur, puis insoumis au service civil, a été, en 1974, l'un des fondateurs du périodique "Objection". Il a depuis lors participé à la réalisation de plusieurs brochures du mouvement objecteur antimilitariste et rédigé nombre d'articles pour divers organes de presse. Depuis plusieurs années c'est dans "Agora" qu'il publie fréquemment des articles sur le militarisme et les luttes qui entendent s'y opposer.

"OBJECTEURS, INSOUMIS, DESERTEURS", qu'il vient de publier, est la première histoire des réfractaires en France, des origines à nos jours : celle des simples réfractaires aux obligations militaires comme celle des résistants à la militarisation de la société, 16 chapitres, 440 pages où sont relatées les activités des individus et des groupes, une multitude de citations, des anecdotes, une foule d'informations. Mais aussi : une analyse fouillée, les mythes entretenus autour de la conscription battus en brèche, des arguments et quelques annexes pratiques. Bref, une histoire profondément actuelle et qui plonge cependant ses racines dans les rapports qu'entretiennent le peuple et l'armée, l'individu et le pouvoir.

Plutôt que de présenter longuement "Objecteurs, Insoumis, Déserteurs", nous avons préféré en publier quelques pages. Ces "bonnes feuilles" sont ici reproduites avec l'accord de l'auteur et l'aimable autorisation des Editions Stock.

LA LÉGENDE DES "VOLONTAIRES DE L'AN II"

1793 Des armées étrangères pénètrent sur le territoire national, la guerre de Vendée et l'insurrection fédéraliste de villes telles que Bordeaux, Marseille et Lyon, mettent en péril la République. Les conquêtes de la Révolution sont menacées et les "sans-culottes" vont se dresser, dans un réflexe de défense, pour faire usage de leur souveraineté : de la conquête des droits universels de l'homme découlait en effet le droit de se défendre par les armes. L'avant-garde populaire, qui attache une grande importance symbolique à la "levée en masse" de tous les citoyens, dépêche à la Convention un orateur qui réclame avec insistance la mise en œuvre du principe préconisé, quatre ans plus tôt, par un ancien officier de l'armée royale, Dubois-Crancé : « Tout citoyen doit être soldat et tout soldat citoyen » (1).

Les "sans-culottes" devenant "l'âme de la résistance" (2) populaire à l'invasion, la guerre prend, pour un temps, la forme d'une guerre de défense révolutionnaire. Le 23 août 1793, la Convention décrète la mobilisation générale, la "levée en masse" : « Dès ce moment et jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat, les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront les vieux linges en charpie ; les vieillards se feront porter sur les places publiques pour enflammer le courage des guerriers, exciter la haine contre les rois et recommander l'unité de la République » (3).

Affirmation du principe de la "nation armée", alliance de la bourgeoisie jacobine et d'éléments populaires, la réquisition a une portée immense : « Nul ne pourra se faire remplacer dans le service pour lequel il sera requis (...). La levée sera générale » (4). En fait, si la levée d'hommes s'accompagne de réquisitions de vêtements, couvertures et animaux au profit des armées, ne sont toutefois appelés sous les



drapeaux que « les citoyens non mariés ou veufs sans enfants de dix-huit à vingt-cinq ans » (5). Six mois plus tard, les armées ont des effectifs considérables, jamais atteints jusqu'alors : plus de huit cent mille hommes sont désormais des soldats. L'ardeur avec laquelle les jeunes gens non entraînés, mal équipés, se portent aux frontières pour défendre leurs droits nouvellement acquis ne saurait aucunement faire de doute, même si leurs énergies et leurs aspirations révolutionnaires se voient rapidement dévoyées dans une guerre de conquête. A Paris, comme dans plusieurs grandes villes et dans les régions du Nord et de l'Est, la conscience du danger commun suscite un incontestable élan d'exaltation qui amène des milliers d'hommes à répondre avec fougue à l'appel, des villages entiers à s'enrôler.

Des volontaires... réquisitionnés

Il convient cependant de ramener à de justes proportions l'enthousiasme mythique de la majorité des "Volontaires de l'an II" : les dits "volontaires" sont, en grande partie, des hommes qui ont été réquisitionnés et contraints, par la force, de partir (6). Une liste, jointe au décret, fixait le chiffre minimum de bataillons attendus

(1) Id.

(2) Le soldat levé, en l'an II, par la réquisition, est certes alors désigné sous le vocable "volontaire". Mais ce terme ne reflète en rien la nature de son mode de recrutement. Ce n'est que plus tard qu'apparaîtra la dénomination de "requis" qui, en l'an IV, sera remplacée par celle de "conscriit".

de chacun des départements, les maires des communes donnent lecture, au vu des registres de baptême, du nom de ceux qui sont requis. Les ruraux se montrent réticents et des envoyés spéciaux du gouvernement — "représentants en mission" de la Convention —, s'emploient à les rassurer, leur promettant que la levée sera de courte durée, de quelques semaines tout au plus. Forts sceptiques, nombre de jeunes appelés tentent de se dérober à l'obligation qui s'impose personnellement à eux.

Peu désireux de braver les autorités, certains cherchent d'abord, à se faire exempter. Les hommes mariés n'étant pas tenus à partir (7), bien des mariages sont hâtivement conclus à cette fin. D'autres, convoqués au conseil de révision, simulent la maladie ou l'infirmité, après avoir absorbé quelque mélange d'herbes susceptibles de nuire provisoirement à leur état de santé, ou s'être appliqué des cataplasmes ayant pour propriété de faire rapidement enfler les membres ou les parties génitales. Les conseils de révision ne se montreraient-ils pas assez vigilants ? Le fait est que nombre d'entre eux sont épurés et parfois même remplacés par des comités purement et simplement formés de pères de soldats déjà présents aux frontières. Et, pour déjouer les tentatives des appelés, la Convention en vient à menacer les simulateurs d'être emprisonnés jusqu'à la paix.

En dehors des cas d'âge, de la situation de famille ou de l'inaptitude physique, aucune exception n'est théoriquement prévue par le décret. En fait, le Comité de Salut Public décide rapidement d'exempter ceux qui contribuent peu ou prou à la fabrication des armes ainsi que tous ceux qui sont employés au service de l'Etat. Des patrons, qui tentent de faire dispenser leurs ouvriers, y parviennent parfois, ce qui leur permet, à l'occasion, de moins payer ceux qui, ayant bénéficié de leur intervention, ne sauraient se montrer exigeants, de crainte d'avoir à partir. Nombre de notables exercent aussi des pressions sur les autorités et, d'un département à l'autre, il n'est pas rare que les membres de telle ou telle profession, tel ou tel corps de métier, soient déchargés de l'obligation : c'est ainsi le cas des boulangers à Caen, des meuniers à Neuville et même des comédiens à Lorient.

Nul doute que si des fils de famille aisés bénéficient des exemptions finalement

(7) Les plus pauvres fondant une famille moins précocement que les jeunes gens fortunés, cette exemption des pères de famille ressemble à s'y méprendre à une faveur accordée aux plus aisés.

(1) C'est à la tribune de l'Assemblée constituante que, le 12 décembre 1789, Dubois-Crancé a lancé cette formule. Rapporté par Daniel Guérin, tome 1, p. 214.

(2) Daniel Guérin, op. cit., tome 1, p. 77.

(3) Cité par Georges Castellan, "Histoire de l'armée", Presses Universitaires de France, 1948, pp. 84 et 85.

(4) Décret de la Convention, cité par Daniel Guérin, op. cit., p. 215.

accordées, ceux qui n'ont ni argent ni relations ne peuvent, eux, avoir accès à ce qui se révèle être un privilège. Certains, qui n'ont nulle propriété à défendre et ne sont guère convaincus de l'intérêt qu'ils ont à défendre celle des autres, refusent de partir. Indifférence au principe de la patrie, à cette notion, nouvelle, du devoir que chaque citoyen a de se sacrifier pour elle, désillusions à l'égard du régime promettant la liberté mais supprimant le droit de vivre parmi les siens, au village, les causes de cette résistance sont multiples. La prétention à l'égalité qui s'exprime, en l'occurrence, par une inégalité criante tant devant le droit à la propriété que devant l'obligation de servir sous les armes, ne convainc guère les dépossédés qui réclament, à plusieurs reprises, le départ des fils de bourgeois habiles à se soustraire légalement à l'obligation prétendue commune.

Insoumis et déserteurs

LES insoumis restent le plus souvent chez eux, protégés par leurs proches, et des révoltes ouvertes, souvent de durée éphémère, éclatent çà-et-là quand les autorités s'avisent de venir les arrêter : des émeutes se produisent à Limoges, comme dans plusieurs communes des Vosges, du Tarn, de l'Ariège et de la Corrèze. Se formant en bandes quand les gendarmes se font par trop pressants, les insoumis sillonnent alors le pays, pratiquant

le maraudage pour se nourrir et se cachant au sein des forêts et des montagnes.

La plupart des refus de partir ne sont pas cependant explicites mais bien plutôt travestis en impossibilités motivées par la maladie ou une situation familiale délicate. Parvenant difficilement à leurs fins, les jeunes réquisitionnés quittent pourtant en nombre leurs foyers, non sans s'être quelquefois coupé les cheveux en signe de deuil. Rassemblés dans les villes, ils sont encasernés dans des couvents désaffectés en attendant la formation des bataillons. Il faut croire que leur "enthousiasme" n'est guère démonstratif, puisque les autorités prennent soin de faire monter une garde vigilante aux portes et fenêtres des locaux où ils sont logés. Bientôt, ils vont partir vers les champs de bataille, mal équipés. Le départ hâtif des "volontaires" tient-il à leur volonté d'en découdre au plus vite avec les armées des monarches ? Il semble que les raisons qui incitent les autorités à les faire partir précipitamment, sans fusils, munis de simples piques et même, parfois, des outils de travail du paysan que sont la fourche et la faux, soient moins glorieuses que ne le prétend la légende : l'attente prolongée du départ, en contradiction avec les promesses relatives à la courte durée de la levée, accroît le mécontentement des appelés auquel il est nécessaire de mettre un terme.

En route, des jacobins ont beau animer le zèle patriotique des ruraux qui, pour la plupart, sortent pour la première fois de leur village, ou tout au moins de leur région, un nombre considérable de désertions se pro-

duit entre le chef-lieu du département d'origine et leur destination. Certains n'ont fait semblant de partir que pour mieux se cacher ou se réfugier dans un département voisin. D'autres, qui ont accepté de prendre part à la guerre, ne se résignent pas à la perspective de rester très longtemps éloignés de leur foyer : la nécessité de nourrir leurs frères et sœurs, les travaux des champs à accomplir, les réparations de leur maison à effectuer avant l'hiver, la déception et l'ennui qu'ils éprouvent les incitent à regagner rapidement leur domicile. Mettant à profit la traversée des forêts ou un mode d'hébergement susceptible de leur assurer des complicités, nombre de soldats quittent leur détachement, rejoignent les bandes d'insoumis et parviennent fréquemment à échapper aux poursuites pour regagner leur village. Les effectifs de bataillons entiers sont ainsi réduits du quart, voire de moitié, lorsqu'ils arrivent au terme de leur voyage. Le moment de combattre venu, le bataillon originaire de Béthune n'est même seulement composé que de... cinq requis (8).

Après leur incorporation dans l'armée, des "volontaires" n'en continuent pas moins à désertir, profitant des nombreux déplacements des troupes. Des "volontaires" de 1792 et des hommes levés en février rentrent chez eux à l'approche de l'hiver, considérant leur engagement comme terminé. Certains choisissent de ruser et, pour la moindre affection bénigne ou feinte, obtiennent un billet d'hôpital. La maladie, réelle ou simulée, est à ce point fréquente que des



unités voient parfois le tiers de leurs effectifs hospitalisés. Les bâtiments hospitaliers étant surchargés, les congés de convalescence sont facilement accordés et il s'ensuit un véritable trafic de billets de convalescence qui permettent aux "malades" de rentrer chez eux pour recevoir les soins jugés nécessaires à leur état : des employés hospitaliers en viennent à faire commerce de ces billets salvateurs et il arrive même que des petits officiers se procurent de substantiels bénéfices en en fabriquant de faux. De leur côté, les véritables malades ou blessés retournent rarement à leur unité, une fois guéris. L'incorporation des bataillons de "volontaires" dans les unités opérationnelles, qui vise à faire bénéficier ces jeunes recrues de l'expérience des soldats de l'ancienne armée royale et qui, surtout, entend affirmer l'unité de la République, provoque de nouvelles désertions : l'amalgame, qui va les obliger à se mêler aux soldats de ligne, à subir les exactions des officiers et, ce qui est loin d'être négligeable, à côtoyer des jeunes originaires d'autres régions dont ils ne partagent ni la langue ni les coutumes, suscite donc des départs collectifs de jeunes de même origine régionale cherchant à regagner leur province.

Feignant d'être égarés lorsqu'ils sont surpris par les gendarmes, se mêlant aux ouvriers agricoles à la recherche d'un emploi ou aux populations que la guerre a forcées à se déplacer, les déserteurs traversent peu à peu le pays pour s'acheminer vers leurs villages. Car il est assurément plus facile de se cacher et de trouver à se

nourrir dans les campagnes qu'en ville et le refus du service est, de loin, bien plus répandu en milieu rural. Les exploitants agricoles viennent en aide à leurs fils ou à leur domestique, la mère et la fiancée encouragent le réfractaire à rester au foyer, et le nouveau pouvoir traite en suspects les proches des insoumis et des déserteurs. Les communautés villageoises protègent, comme par le passé, les réfractaires de leur complicité. Les autorités municipales, tenues de recenser les militaires séjournant illégalement dans leur commune, sont peu enclines à s'opposer à l'opinion quasi générale de leurs administrés et préfèrent souvent fermer les yeux. Le village est à ce point un asile sûr qu'insoumis et déserteurs ne se cachent pas vraiment et reprennent rapidement leur travail, encouragés en cela par leurs employeurs. Quand les gendarmes, lancés à leur recherche, viennent au village, les réfractaires, prévenus de leur arrivée, l'ont déjà quitté. Aussi les nouveaux gouvernants emploient-ils rapidement nombre de moyens pour entraver la résistance et briser la solidarité.

La répression

ENCOURAGÉE, la délation ne porte que peu de fruits, même si quelques habitants, qui s'estiment victimes d'une injustice ou croient se prémunir en attirant l'attention sur leurs voisins, dénoncent parfois des réfractaires. La propagande patriotique, massivement utilisée, tente de déconsidérer les réfractaires

comme elle s'efforce de susciter le zèle des appelés. Les insoumis sont traités de "contre-révolutionnaires" voire assimilés aux royalistes ; le qualificatif de lâcheté, qui se veut infamant, est fréquemment appliqué à l'encontre des déserteurs qui sont, de plus, accusés de s'être doublement déshonorés : d'abord, en abandonnant les drapeaux de la patrie, ensuite en quittant leurs camarades de combat. Les noms des insoumis sont placardés aux portes des communes et bientôt la Convention menace de punir de mort tous ceux qui se permettraient de tenir des propos contre la réquisition.

Le sort réservé aux réfractaires suit, de même, une évolution visant à être dissuasive. Si, au départ, aucune sanction légale n'était prévue à l'encontre des insoumis, les autorités cherchant à s'assurer le consentement de la population et ne désirant point heurter l'opinion, une législation répressive se met peu à peu en place. Bientôt, la guillotine sera érigée en permanence sur les places publiques, comme à Toulouse, « pour convaincre les récalcitrants » (9). Mais insoumis comme déserteurs, pourtant passibles de cinq ans de fers, ne sont guère emprisonnés plus de quelques mois : l'armée a trop besoin de soldats. Pris, les réfractaires sont admonestés par les membres des sociétés patriotes qui s'efforcent de les convaincre de rejoindre les frontières, quitte à ce qu'ils désertent une nouvelle fois. Pour plus de sûreté, les gendarmes les conduisent toutefois, enchaînés, aux bataillons que, de plus en plus souvent, ils entourent avec vigilance.

Les solidarités étant plus fortes que les menaces, les autorités considèrent rapidement comme complices les communautés au sein desquelles vivent les réfractaires. Les maires sont tenus pour responsables et des villages entiers taxés d'une amende collective au profit des parents nécessiteux de soldats partis au front. Puis, comme cela s'avère insuffisant, les nouveaux gouvernants reprennent l'ancienne pratique des "garnissaires" : dans l'Hérault, le Tarn, le Lot, le Morbihan, comme dans les Alpes, des soldats campent dans les familles des insoumis, qui doivent les nourrir à leurs frais jusqu'au retour de leur fils.

Propagande, intimidation, coercition et battues. Des colonnes mobiles, formées d'ardents patriotes, membres des "gardes nationales" et pères de soldats, ratissent la campagne pour débusquer les réfractaires qui s'y trouvent. En grand nombre, assurément : le nombre des seuls déserteurs est estimé de 40 000 à 50 000 en 1793 (10). Certains bataillons ont vu leurs effectifs fondre comme neige au soleil : celui de Ruffec, par exemple, qui comptait au départ 2 304 "volontaires", n'est plus composé que de... 94 soldats ! (11). L'ardeur guerrière de la majorité des "Volontaires de l'an II" n'était de toute évidence, que fort relative.

Michel AUVRAY



(8) Jean-Paul Bertaud, "La Révolution armée", p. 136.

(9) Marc Bouloiseau, p. 142.

(10) Jean-Paul Bertaud, "La Révolution armée", p. 254.

(11) Ibid., p. 136.

(Les intertitres sont de la rédaction d'"Agora")

200



MÉGAPHONE

COLLOQUE SUR L'AUTOGESTION

Comme nous l'annoncions dans le précédent numéro, le Centre d'Etude et de Recherche sur l'Expression Libre (CEREL, B.P. 49 11300 Limoux) organise un colloque international sur l'autogestion. Il se tiendra à la MJC de Carcassonne (91, rue Aimé-Ramon).

Au programme :

- Gemme et Mimmo Failla : "Expériences autogestionnaires au restaurant "Les Tables Rabattues" et dans un atelier de Photocomposition à Lyon" ;
- Claude Sigala : "Autogestion et pouvoir, pratiques communautaires" ;
- Dominique Grein : "Pratiques autogestionnaires dans l'entreprise" ;
- Jean Huillet : "Historique des Coopératives et Autogestion en milieu rural" ;
- Zbigniew Kowalewski : "Les propositions autogestionnaires de Solidarność" ;
- Frank Mintz : "L'Autogestion en Espagne, au Pérou, en Yougoslavie et en Algérie" ;
- Luciano Lanza : "Autogestion et économie" ;
- Abel Paz : "Auto-organisation des peuples en lutte dans la révolution : autogestion et question militaire" ;
- Juan Manuel Sanchez Gorbillo : "Distribution du pouvoir, luttes et pratiques autogestionnaires d'une municipalité sous régime capitaliste" ;
- Nicolas Trifon : "Polémiques et critiques sur le programme autogestionnaire de Solidarność : quelle alternative dans les pays de l'Est" .

POLYNÉSIE "FRANÇAISE"

Des libertaires danois nous prient d'insérer :

« Alors qu'ici, au Danemark, des groupes se créent pour soutenir les habitants du Pacifique en lutte contre le colonialisme français, en particulier en faisant un travail d'information sur les conséquences des expériences nucléaires françaises sur les populations polynésiennes, nous n'avons aucun écho d'actions se déroulant sur le sol français !

Est-ce le manque d'infos, la peur de la répression ou l'acceptation de la raison d'Etat qui empêche l'indignation, l'écœurement et la révolte (réactions saines vis-à-vis de ces faits) de paraître au grand jour ?

Nous lançons un appel à tous ceux qui se sentent concernés pour qu'ils répondent, ou mieux, agissent en prenant contact avec nous. Une collaboration internationale serait utile. »

Pour tout contact, s'adresser à : "Bogcafé Regnbuen", Mejlgade 48, 8000 Arhus C (Danemark).

PROCÈS D'INSOUMIS

Insoumis depuis le 1^{er} février, Thierry M., militant du groupe anarchiste d'Amiens de la FA, a reçu des nouvelles de la "grande muette". Il passera en procès, à Paris, le 26 octobre prochain. Vous êtes tous invités à y assister (participer ?) pour en faire une tribune de lutte antimilitariste.

CENTRE DE DOCUMENTATION EN PÉRIL

Acheté, à l'origine, par un groupe de libertaires, le mouvement possède depuis 20 ans, à Bordeaux, une maison qui abrite aujourd'hui le Groupe Sébastien Faure de la FA et le Groupe Anarchiste de Bordeaux ainsi que le Centre d'Etudes et de Documentation Anarchiste (CEDA) qui est l'une des bibliothèques les plus importantes du mouvement en France.

Hélas, de nombreux travaux s'avèrent absolument indispensables : toitures et charpente à refaire totalement et réfection de nombreuses pièces, sans lesquels le local ne pourra passer un hiver de plus.

Les camarades bordelais qui ont déjà, l'an dernier, dû faire face aux dépenses pour l'installation du chauffage central (coût : 22 000 F), ne peuvent aujourd'hui assumer seuls les frais de ces nouveaux travaux (estimés à 20 000 F).

Une souscription a donc été ouverte pour réunir, au plus vite, cette somme. Pour tout versement : C.E.L., CCP N° 2951-86-Y Bordeaux. Pour tout contact : G.A.B., 7 rue du Muguet, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 81.01.91.

UNE COORDINATION LIBERTAIRE ÉTUDIANTE

A l'initiative d'étudiants libertaires de divers horizons, une coordination s'est créée à l'échelle nationale. Elle se veut la plus souple possible, le type d'action dépendant des groupes locaux. Son but est de faire connaître la réflexion de ces groupes et de diffuser l'information (brochures, tracts, etc.).

A la réunion constitutive étaient présents des étudiants des facs suivantes : Rennes I, II, III ; Lille I, II, III ; Bordeaux I, II, III ; Strasbourg, Orléans, Paris-Sorbonne.

Des contacts existent dans d'autres villes. Tous les étudiants intéressés sont invités à contacter la Coordination libertaire étudiante : 145, rue Amelot, 75011 Paris (adresse provisoire).

POSTES

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Mai 81 : le Congrès de la Fédération Anarchiste décide, à l'unanimité, d'accroître ses moyens d'expression grâce à un support radio-phonique.

1^{er} septembre 81 : "Radio Libertaire" prend place sur la bande FM.

Pendant ces trois mois d'intervalle, nous étions nombreux, parmi les militants, à ne voir dans cet outil qu'un moyen de propagande ruineux qui périliterait à court terme. Les premières heures d'émission venaient contrecarrer ce pessimisme et dévoiler aux yeux de tous, libertaires ou non, que la radio libre répondait à un besoin, à une soif chez beaucoup de gens qui découvraient alors un mode d'expression original.

Durant ces deux années d'existence, malgré les pannes et autres ennuis techniques, l'auditoire de "Radio Libertaire" n'a cessé de croître et de répondre toujours présent aux appels à la solidarité.

Si nous ne retracerons pas l'historique de "la voix sans maître", il faut toujours avoir à l'esprit que Radio Libertaire fut un des premiers regroupements (viable et réel) sur la bande FM. En effet, en juillet 82, Radio Libertaire-Paris (Fédération Anarchiste) décidait, d'un commun accord, de se joindre à trois stations :

- "Radio Liberté" dont les membres s'attachent à la défense des droits de l'homme à travers le monde ;
- "Radio Esperanto", expression culturelle des partisans de la langue internationale en région parisienne (en deux ans d'existence, elle a reçu des informations et le soutien d'organisations issues de plus de trente pays) ;
- et "Radio Libertaria", organe de la Régionale française de la CNT espagnole.

Quatre stations regroupées sous le nom de "Radio Libertaire".

L'originalité et le succès de "La voix sans maître" peut se résumer, grossièrement, en quatre points :

— Tout d'abord, la découverte par un large public (environ 100 000 auditeurs, station classée au "hit-parade officiel" des radios libres en 7^e position) des propositions constructives de la pensée anarchiste ; de l'organisation fédéraliste libertaire et son théoricien et praticien Proudhon, à la poésie, en passant par l'éducation libertaire.

— Ensuite, l'autofinancement de la radio grâce au soutien financier apporté par les auditeurs (achat de studio, de l'antenne, émetteur et autres matériels ; les charges, les affiches, etc. Plus de

300 000 F remboursés en deux ans) !

— Puis, la parole offerte à une multitude d'organisations, d'associations et d'individus qui ne pouvaient s'exprimer ailleurs (groupes anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, handicapés, prostituées, prisonniers, pacifistes, homosexuels, écologistes libertaires, groupes femmes, espérantistes, exilés politiques, secteur associatif divers, presse marginalisée, etc.).

— Enfin, la place laissée à la chanson de qualité et d'expression, ce qui permet à Radio Libertaire d'être aujourd'hui soutenue par une centaine d'artistes (à travers la création d'un comité de soutien).

Depuis la floraison des radios libres, la Fédération Anarchiste s'était démarquée de l'attitude des diverses fédérations qui se sont révélées n'être que des antichambres du gouvernement et de ses structures à dessein particulier. Et lorsque nous affirmions, il y a deux ans, que la bande FM n'aboutirait qu'à la création d'un monopole de la radiodiffusion, l'avenir n'a pu que nous renforcer dans nos positions.

Aujourd'hui, chaque radio dérogée abrite le spectre d'un groupe politique officiel, de la curaille ou d'un groupe financier. Ce que le pouvoir, via la Haute Autorité, appelle négociations, nous, nous répondons magouilles.

"LA VOIX SANS MAÎTRE"
NE SE TAIRA PAS !

Faire taire Radio Libertaire c'est mettre un terme à une expérience radiophonique originale qui s'inscrit en droite ligne dans ce que furent et représenteront pour tout le monde ouvrier les Bourses du travail.

La répression qui touche Radio Libertaire n'est autre qu'une décision politique du pouvoir socialiste et communiste et une volonté de bâillonner tous ceux risquant de rassembler une partie de la population écœurée par les pratiques d'un gouvernement dans lequel elle avait placée de nombreux espoirs le 10 mai 1981.

Que ceux qui nous gouvernent le sachent bien : jamais les anarchistes ne s'inclineront devant une décision contraire au droit, à la morale et à la justice.

Mais si la Fédération Anarchiste et les auditeurs de Radio Libertaire paient aujourd'hui le prix de la normalisation socialiste, demain ce seront les salariés, puis la population entière, si la situation économique s'aggrave.

Radio Libertaire doit contribuer à enrayer ce processus, quel que soit sa force. Pour cela, nous ferons en sorte qu'elle vive à jamais.

FEDERATION ANARCHISTE
RADIO LIBERTAIRE

Pour soutenir Radio Libertaire : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tél. : 805.34.08.





**« Oh monde, monde étranglé, ventre froid !...
Les dents du loup ne lâchent pas le loup.
C'est la chair du mouton qui lâche. »**

(H. MICHAUX)